

CONSEIL COMMUNAL DU 29 MARS 2021
GEMEENTERAAD VAN 29 MAART 2021REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Suppléant.e. Président/Ondervoorzitter</i> ;
Aanwezig	Jean Laurent, <i>Président/Voorzitter</i> ; Rik Jellema, Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Aziz Es, Colette Njomgang, Maryam Matin Far, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Rachid Madrane, Gisèle Mandaila, Arnaud Van Praet, Virginie Taittinger, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Olivier Colin, Caroline Joway, Audrey Petit, Zacharia Moktar, Vincent Paul Louis Biauçe, Emeline Houyoux, Ethel Savelkoul, Lucien Rigaux, Jean-Luc Debroux, Dennis Van Der Knaap, Thierry Mommer, Louise-Marie Bataille, Françoise Duvosquel, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Annick Petit, <i>Secrétaire communal f.f./wnd. Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Françoise de Halleux, Karim Sheikh Hassan, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ;
Verontschuldigd	Laure-Mélanie Defèche, Joanna Kaminska, Elien Sohier, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

L'urgence sur 8 points est adoptée. Ces points sont intégrés dans le registre au numéro 4, 13, 14, 15, 23,24,25 & 26; les numéros des points suivants sont adaptés en conséquence.

De dringendheid van 8 punten wordt goedgekeurd. Deze punten worden toegevoegd aan het register onder het nummer , de nummers van de volgende punten worden bijgevolg aangepast

Secrétariat - Secretariaat

29.03.2021/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22.02.2021**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 22.02.2021

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.03.2021/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 08.03.2021**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 08.03.2021

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Affaires générales - Algemene Zaken

29.03.2021/A/0003 **Espace de liberté pour chiens – code de bonne conduite**

Le Conseil Communal,

Considérant l'interpellation et la pétition reçues le 15 septembre 2020 d'un groupe de citoyens concernant l'espace pour chiens en liberté du square de Léopoldville ;

Considérant l'examen transversal des demandes d'intervention qui s'en est suivi par les services des Espaces verts, de la Coordination du plan propreté, et du Bien-être animal, examen dont les éléments de réponse ont été exposés au Conseil Communal du 19 octobre 2020 en réponse à l'interpellation citoyenne ;

Considérant la réunion publique d'informations et de consultation, tout particulièrement destinée aux maîtres de chiens et riverains des alentours du square Léopoldville, qui s'est tenue le mardi 26 janvier 2021, et dont l'invitation a été diffusée par divers canaux de communication (affiches en rue, courrier aux riverains proches du square, newsletters de la propreté, Facebook, journal communal, ...) ;

Considérant que lors de cette réunion, les projets de réaménagements du parc canin ont été exposés et qu'un projet de code de bonne conduite pour l'ensemble des espaces de liberté pour chien du territoire communal a été soumis à débat ;

Considérant que plusieurs articles du RGP permettent déjà de sanctionner l'essentiel des comportements susceptibles de poser problème dans ce contexte mais qu'il est apparu nécessaire de faire un code plus complet et spécifique à ces espaces :

- Article 111 RGP : *Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :*
 - • *n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit ;*
 - • *n'endommagent pas les plantations, fleurs, arbres, arbustes, bois de chauffage ou autres objets se trouvant sur l'espace public ;*
 - • *ne causent pas de tort aux autres animaux.*

- Article 100 alinéa 4 RGP: *Sans préjudice d'autres dispositions du présent règlement, sauf autorisation de l'autorité compétente, nul ne peut dans les espaces verts : utiliser les infrastructures à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées ;*

- Article 115 §1 et §2 RGP :
 - • *§1. Le maître ou le gardien de l'animal est tenu de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public, à l'exception des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.*
 - • *§2. Le maître ou le gardien de l'animal doit disposer en tout temps de minimum un sac destiné au ramassage de ses déjections. Ce sac devra être présenté sur toute demande d'une personne habilitée ou de la police. Il est interdit de déposer le sac contenant les excréments à tout endroit de l'espace public à l'exception des poubelles publiques.*

- Article 102 RGP: *L'entrée dans les espaces verts et les aires ou terrains de jeux communaux est interdite aux personnes sous l'influence d'une substance psychotrope quelconque et aux personnes qui adoptent un comportement indécent ou inapproprié.*

Considérant que certains riverains se sont plaints des trop nombreux aboiements que génère l'espace et qu'une partie de la solution consisterait à limiter le nombre de chiens présents en même temps dans l'espace dédié ;

Considérant que la proposition de code de bonne conduite tient compte à la fois des revendications des maîtres-chiens mais également des demandes reçues des riverains ;

Considérant qu'un panneau reprenant le code de bonne conduite serait apposé à chacune des entrées des espaces de liberté pour chien du territoire communal ;

Considérant que le code serait exposé en version bilingue et illustré par différents

pictogrammes ;

Considérant qu'un visuel final sera présenté au collège des Bourgmestre et Echevin-e-s dans un second temps, une fois le contenu validé ;

DECIDE d'approuver le contenu du code de bonne conduite pour l'ensemble des espaces de liberté pour chien du territoire communal tel que repris ci-dessous :

ESPACE DE LIBERTE POUR CHIENS

L'espace de liberté pour chien se trouvant dans l'espace public, le Règlement Général de Police y reste d'application. Toute infraction à celui-ci est donc sanctionnable.

CODE DE BONNE CONDUITE

Pour rappel, les espaces de liberté pour chiens sont réservés aux chiens et à leur responsable. La laisse n'est donc pas nécessaire à l'intérieur de l'enclos. L'objectif de ce code de bonne conduite est de garder cette zone agréable pour tou-te-s, dans le respect de chacun-e.

1. Le maitre du chien est responsable de celui-ci à tout moment afin qu'il n'incommoder pas le public, ne dégrade pas l'espace et ne cause pas de tort aux autres animaux. Une attention toute particulière doit être portée en ce sens pour limiter les aboiements de son chien.
2. Ne pas utiliser l'espace de liberté pour chiens à d'autres fins que celle pour laquelle elle est destinée (il ne s'agit pas notamment d'une aire de pique-nique, d'une toilette humaine ou d'une plaine de jeux, ...).
3. L'endroit doit rester propre ! Des corbeilles publiques sont à disposition des usagers pour y jeter les déchets et les déjections. L'espace de liberté n'est pas un « canisite ».
4. Toute interaction (caresser, donner de la nourriture) avec un chien qui ne vous appartient pas nécessite l'autorisation préalable de son responsable.
5. Pour la sécurité de tous, la porte de l'enclos doit systématiquement être refermée.
6. L'entrée dans l'espace est interdite aux personnes sous l'influence de l'alcool ou de substance psychotrope quelconque et aux personnes adoptant un comportement inapproprié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Hondenloopzones - Gedragscode

De gemeenteraad,

gelet op de interpellatie en de petitie die werden ontvangen op 15 september 2020 van een groep burgers in verband met de hondenloopzone op het Leopoldstadplein;

gelet op het transversale onderzoek van de aanvragen tot tussenkomsten dat daarop volgde door de diensten Groene Ruimten, Coördinatie van het Netheidplan en Dierenwelzijn; gelet op de antwoordelementen uit dat onderzoek die werden toegelicht tijdens de gemeenteraad van 19 oktober 2020 als antwoord op de burgerinterpellatie;

gelet op de openbare infovergadering/raadpleging, in het bijzonder bedoeld voor hondenbaasjes en buurtbewoners van het Leopoldstadplein, die heeft plaatsgevonden op dinsdag 26 januari 2021 en waarvan de uitnodigingen werden verspreid via verschillende communicatiekanalen (affiches op straat, mail aan buurtbewoners van het plein, nieuwsbrieven over de netheid, Facebook, gemeenteblad...);

overwegende dat tijdens die vergadering de plannen voor de heraanleg van de hondenloopzone werden voorgesteld evenals een ontwerp van een gedragscode die zou gelden voor alle hondenloopzones in de gemeente en dat hierover gedebatteerd werd;

overwegende dat verschillende artikels van het algemeen politiereglement het al mogelijk maken om de meeste gedragingen die problemen zouden kunnen veroorzaken te bestraffen, maar dat het toch noodzakelijk is gebleken om een volledige en specifieke gedragscode op te stellen voor de hondenloopzones:

- Artikel 111 van het algemeen politiereglement: *De eigenaars van dieren of de personen die, al is het maar occasioneel, op de dieren letten, dienen erover te waken dat de dieren:*
 - • *het publiek op geen enkele manier storen;*
 - • *aanplantingen, bloemen, bomen, struiken, brandhout of andere voorwerpen op de openbare ruimte niet beschadigen;*
 - • *geen nadeel berokkenen aan andere dieren.*

- Artikel 100 alinea 4 van het algemeen politiereglement: *Onverminderd andere bepalingen in dit reglement en behoudens toelating van de bevoegde overheid, mag niemand in de groene ruimten: de infrastructuren voor andere doeleinden gebruiken dan die waarvoor ze bestemd zijn;*

- Artikel 115 §1 en §2 van het algemeen politiereglement:
 - • *§ 1. Het baasje of de hoeder van het dier is verplicht om de uitwerpselen van het dier op een gepaste manier te verwijderen van de openbare ruimte, met uitzondering van de plaatsen die speciaal daarvoor zijn voorzien en ingericht.*

- • §2. *Het baasje of de hoeder van het dier moet op elk ogenblik beschikken over minstens één zakje om de uitwerpselen van het dier op te rapen. Dit zakje moet op verzoek van een gemachtigde persoon of de politie worden getoond. Zakjes met uitwerpselen mogen enkel in de openbare vuilnisbakken worden achtergelaten.*

- Artikel 102 van het algemeen politiereglement: *De toegang tot groene ruimten en tot gemeentelijke speelpleinen of -velden is verboden voor personen die onder de invloed van psychotrope stoffen zijn en voor personen die zich onwettig of ongepast gedragen.*

overwegende dat sommige buurtbewoners hebben geklaagd dat er te veel wordt geblaft in de hondenlosloopzones en dat een deel van de oplossing daarvoor erin zou kunnen bestaan om het aantal honden die gelijktijdig aanwezig zijn in de hondenlosloopzone te beperken;

overwegende dat het voorstel van de gedragscode rekening houdt met de eisen van de hondenbaasjes maar ook met de vragen van de buurtbewoners;

overwegende dat de gedragscode zou worden opgehangen aan een bord aan de ingang van alle hondenlosloopzones in de gemeente;

overwegende dat de gedragscode tweetalig zou zijn en geïllustreerd zou worden met pictogrammen;

overwegende dat er in tweede instantie een visueel ontwerp zal worden voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen zodra de inhoud is goedgekeurd;

BESLIST om de inhoud van de gedragscode voor alle hondenlosloopzones in de gemeente goed te keuren zoals die hieronder is opgenomen:

HONDENLOSLOOPZONE

Aangezien de hondenlosloopzone zich in de openbare ruimte bevindt, blijft het algemeen politiereglement van toepassing. Inbreuken kunnen dus worden bestraft.

GEDRAGSCODE

Ter herinnering, de hondenlosloopzones zijn voorbehouden aan honden en hun verantwoordelijke. Een leiband is dus niet nodig binnen de omheining. Het doel van de gedragscode is om deze zone aangenaam te houden voor iedereen, met respect voor iedereen.

1. Het baasje van de hond is op elk moment verantwoordelijk voor zijn hond zodat die het publiek niet stoort, de ruimte niet beschadigt en geen nadeel berokkent aan andere dieren. In dat opzicht moet het baasje van de hond er vooral op letten dat de hond niet te veel blaft.
2. Gebruik de hondenlosloopzone niet voor andere doeleinden dan die waarvoor ze

bestemd is (het is geen picknickruimte, geen toilet voor mensen, geen speeltuin...).

3. De plek moet proper blijven! Er zijn openbare vuilniszakken waar bezoekers hun vuilnis en de uitwerpselen van hun hond kunnen weggoien. De hondenlosloopzone is geen hondentoilet.
4. Voor elke interactie met een hond die niet van u is (strelen, eten geven), hebt u vooraf de toestemming van zijn verantwoordelijke nodig.
5. Om de veiligheid te garanderen, moet de poort van de omheining altijd gesloten zijn.
6. Toegang tot de hondenlosloopzone is verboden voor personen die onder invloed zijn van alcohol of psychotrope stoffen en voor personen die zich niet correct gedragen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.03.2021/A/0004 **Régie Communale Autonome - Statuts – Modifications**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 16/12/2019 approuvant les nouveaux statuts de la Régie communale autonome etterbeekoise ;

Considérant que deux dates sont reprises aux articles 18, 19 et 20 des statuts pour la transmission au Conseil communal des comptes annuels, du rapport d'activité et du plan de gestion (le 15 avril et le 1^{er} juin de l'exercice suivant la clôture) ;

Considérant l'audit de RSM et leur recommandation de regrouper les dates et de choisir la date du 30 juin au plus tard, ce afin de répondre au principe de continuité prévu à l'article 18 des statuts ;

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu l'article 117 de la NLC ;

DECIDE d'approuver la modification des articles 18, 19 et 20 des statuts de la Régie

communale autonome etterbeekoise, en remplaçant les dates des 15 avril et 1^{er} juin par « le 30 juin au plus tard ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Autonoom Gemeentebedrijf van Etterbeek - Statuten - Wijziging

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16/12/2019 tot goedkeuring van de nieuwe statuten van de Autonoom Etterbeekse gemeenteregie ;

Gelet op de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Overwegende dat in de artikelen 18, 19 en 20 van de statuten twee data worden genoemd voor de toezending van de jaarrekeningen, het activiteitenverslag en het beheersplan aan de Gemeenteraad (15 april en 1 juni van het dienstjaar dat volgt op de afsluiting);

Overwegende de audit van RSM en hun aanbeveling om de data te hergroeperen en te kiezen voor de datum van uiterlijk 30 juni, teneinde te voldoen aan het in artikel 18 van de statuten neergelegde continuïteitsbeginsel;

Gelet op artikel 117 van de NGW;

BESLIST de wijziging van de artikelen 18, 19 en 20 van de statuten van de Autonoom Etterbeekse gemeenteregie goed te keuren, door de data 15 april en 1 juni te vervangen door "uiterlijk 30 juni".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

29.03.2021/A/0005 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des

Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 11/02/2021.

Objet : Fourniture de matériaux et de produits de nettoyage et d'hygiène - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 7.865,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

Date : 11/02/2021.

Objet : Régie Foncière – Jardin intérieur Wavre/Gray/Etang et jardins privés – Entretien et travaux de jardinage - Exercice 2021 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 24.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11/02/2021 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 11/02/2021.

Onderwerp: Levering van materialen en schoonmaak- en hygiëneproducten - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 7.865,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 11/02/2021.

Onderwerp: Regie van Grondbeleid – Waver/Gray/Vijver binnentuin en privé tuinen – Onderhoud en tuinwerkzaamheden - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 24.000,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 11/02/2021 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.03.2021/A/0006 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **11/02/2021** ;

Objet : Contrat de quartier durable «Chasse-Gray» - Pôle 3 « Intergénérations » - Régie Foncière – Fourniture et livraison de mobilier pour la crèche située 221 avenue d'Auderghem -- Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 4.268,70 € HTVA – 5.156,13 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 242.01 du budget extraordinaire 2021 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11/02/2021 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van 11/02/2021 werd genomen:

Onderwerp: Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” – Pool 3 “Intergeneraties” – Regie van Grondbeleid – Levering van meubelen voor het kinderdagverblijf gelegen 221 Oudergemlaan- Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 4.268,70 € zonder B.T.W. – 5.156,13 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 242.01 van de buitengewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11/02/2021 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.03.2021/A/0007 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **04/03/2021** ;

Objet : Préau 17 – Remplacement des couvre-murs - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 29.586,10 € HTVA ou 31.361,27 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 04/03/2021 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van 04/03/2021 werd genomen:

Onderwerp: Pandhoflaan 17 – Vervanging van de muurafdekkingen - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 29.586,10 € zonder B.T.W. – 31.361,27 € (B.T.W. 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 04/03/2021 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.03.2021/A/0008 **Patrimoine Communal – Eglise Saint-Antoine de Padoue Place Saint-Antoine 1 à 1040 Etterbeek – Projet de relais de télécommunication mobile multi-opérateurs – TELENET -Convention de bail – Approbation.**

Le Conseil Communal,

Vu la demande introduite par la société PROXIMUS pour l'installation d'une station de télécommunications mobile multi-opérateurs à l'intérieur du clocher de l'église Saint-Antoine de Padoue ;

Attendu que l'Eglise Saint-Antoine de Padoue est propriété de la Commune ;

Attendu que PROXIMUS agit au nom des 3 opérateurs : PROXIMUS, TELENET et ORANGE BELGIUM, en ce qui concerne l'obtention des autorisations nécessaires (accord de la CRMS et de l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique) ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25/06/2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 21/09/2020 décidant d'approuver les termes

de convention de bail proposée par la SA PROXIMUS ;

Attendu que la station de télécommunication mobile comprend aussi une partie pour TELENET;

Attendu que la SA TELENET souhaite aussi conclure un contrat avec la Commune;

Attendu qu'elle propose un contrat de bail de 9 ans renouvelable par périodes de 9 ans avec un loyer annuel indexé de 8.000,00 € ;

Considérant l'article 17 du contrat de bail : « Sans préjudice des obligations du PROPRIÉTAIRE telles qu'énoncées à l'article 2 du présent Contrat, les droits et obligations des Parties sont conclus dans le présent Contrat sous la condition suspensive de l'obtention par TELENET au plus tard le 31/12/2023 de tous les permis et autorisations définitifs et nécessaires à la construction et à l'exploitation de la Station de TELENET et que ces permis et autorisations soient exécutoires. » ;

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention de bail en annexe proposée par la SA TELENET.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Louise-Marie Bataille.

Gemeentelijk patrimonium – Sint-Antonius van Paduakerk, Sint-Antoonplein 1 in 1040 Etterbeek – Ontwerp voor een mobiel telecommunicatierelais voor meerdere operatoren – TELENET - Huurovereenkomst – Goedkeuring.

De gemeenteraad,

Gelet op de aanvraag die het bedrijf PROXIMUS heeft ingediend om een mobiel telecommunicatiestation te plaatsen in de klokkentoren van de Sint-Antonius van Paduakerk;

Overwegende dat de Sint-Antonius van Paduakerk eigendom is van de gemeente;

Overwegende dat PROXIMUS handelt in naam van de drie operatoren: PROXIMUS, TELENET en ORANGE BELGIUM, voor wat betreft het verkrijgen van de nodige vergunningen (akkoord van het KCML en het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen);

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 25.06.2020;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 21/09/2020 die de voorwaarden van de door SA PROXIMUS voorgestelde huurovereenkomst goedgekeurd heeft ;

Overwegende dat het mobiel telecommunicatiestation ook een deel voor TELENET omvat;

Overwegende dat nv TELENET ook een overeenkomst met de gemeente wenst aan te

gaan;

Overwegende dat zij een huurovereenkomst van 9 jaar voorstelt die kan worden verlengd met periodes van 9 jaar met een geïndexeerde jaarlijkse huur van 8.000,00 euro;

Gelet op artikel 17 van de huurovereenkomst : " *Onverminderd de verplichtingen van de EIGENAAR zoals opgenomen in artikel 2 van deze Overeenkomst, worden de rechten en verplichtingen van de Partijen opgenomen in deze Overeenkomst aangegaan onder de opschortende voorwaarde dat TELENET uiterlijk op 31/12/2023 alle nodige definitieve vergunningen en toelatingen verkrijgt om het Basisstation te bouwen en te exploiteren en dat deze vergunningen en toelatingen uitvoerbaar zijn.* ";

Gelet op artikel 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om de voorwaarden van de bijgevoegde huurovereenkomst die de nv TELENET voorstelt goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Louise-Marie Bataille.

2 annexes / 2 bijlagen

CC 2021-03-29 - Bail TELENET (St-Antoine).pdf, CC 2021-03-29 - Huurovereenkomst TELENET (St-Antoine).pdf

29.03.2021/A/0009 **Friterie place Jourdan – Concession – Approbation du cahier des charges et de la convention.**

Le Conseil Communal,

Attendu que la Place Jourdan fait partie du domaine public de la Commune d'Etterbeek et que l'immeuble construit sur la place et abritant aujourd'hui la friterie « Maison Antoine » doit être soumis aux règles juridiques régissant les biens du domaine public ;

Attendu que par conséquent, le contrat de bail commercial conclu pour la première fois le 31 mars 1983 puis renouvelé trois fois le 1er novembre 1992, le 1er janvier 2002 puis le 8 décembre 2009 ne pouvait subsister ;

Attendu qu'une convention précaire de concession a été conclue avec les exploitants de la friterie « Maison Antoine » pour une durée de dix-huit mois afin de permettre l'organisation de la présente mise en concurrence ;

Attendu que le principe d'égalité demande d'organiser une mise en concurrence de la concession domaniale ;

Attendu qu'il ne s'agit

- ni d'un marché public au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés

publics, dès lors qu'il s'agit d'une concession de services ;

- ni d'une concession de services au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession dès lors que la valeur de la concession n'excède pas le seuil fixé par l'article 4, §1er de l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession ;

Attendu que la concession est donc entièrement régie par les règles prévues par le présent cahier des charges et par ses annexes qui en font partie intégrante ;

Attendu qu'il est proposé de mettre en concurrence la concession pour une durée de neuf années, renouvelable une seule fois pour un terme de six années ;

Attendu que la concession commencerait le 01/02/2022 ;

DECIDE :

1. D'approuver le cahier de charges relatif à la concession portant sur l'exploitation de la friterie située place Jourdan, n°1 à 1040 Bruxelles.
2. D'approuver les termes de la concession

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Frietkraam Jourdanplein – Concessie – Goedkeuring van het bestek en van de overeenkomst.

De gemeenteraad,

Overwegende dat het Jourdanplein deel uitmaakt van het openbaar domein van de gemeente Etterbeek en dat het gebouw dat op het plein is gebouwd en waar nu frietkraam "Maison Antoine" is gevestigd moet worden onderworpen aan de rechtsregels voor het openbaar domein;

Overwegende dat de handelshuurovereenkomst die voor het eerst werd gesloten op 31 maart 1983 en vervolgens drie keer werd vernieuwd op 1 november 1992, 1 januari 2002 en 8 december 2009 bijgevolg niet kon voortbestaan;

Overwegende dat een preciaire concessieovereenkomst werd gesloten met de uitbaters van frietkraam "Maison Antoine" voor een periode van achttien maanden zodat de mededingingsprocedure georganiseerd kon worden;

Overwegende dat het gelijkheidsprincipe vereist dat er een mededinging wordt georganiseerd voor de domeinconcessie;

Overwegende dat het:

- noch gaat over een overheidsopdracht in de zin van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten aangezien het gaat over een concessie van diensten;
- noch gaat over een concessie van diensten in de zin van de wet van 17 juni 2016

betreffende de concessieovereenkomsten aangezien de waarde van de concessie de drempel uit artikel 4, §1 van het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten niet overschrijdt;

Overwegende dat de concessie dus volledig is onderworpen aan de regels uit dit bestek en de bijlagen die er onlosmakelijk deel van uitmaken;

Overwegende dat voorgesteld wordt om een mededinging voor de concessie te organiseren voor een periode van negen jaar die één keer kan worden verlengd voor een termijn van zes jaar;

Overwegende dat de concessie zou beginnen p 01/02/2022;

BESLIST

1. Om het bestek betreffende de concessie voor de uitbating van het frietkraam op het Jourdanplein 1 in 1040 Etterbeek goed te keuren.
2. Om de voorwaarden van de concessie goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

CC 2021-03-29 - Concession Jourdan - CCH NL.pdf, CC 2021-03-29 - Concession

Jourdan - Convention NL.pdf, CC 2021-03-29 - Concession Jourdan - Convention FR.pdf,

CC 2021-03-29 - Concession Jourdan - CCH FR.pdf

Coordination du plan propreté - Coördinatie van het netheidsplan

29.03.2021/A/0010 **Réseau des Ambassadeur·rice·s de la Propreté : charte d'adhésion et newsletter.**

Le Conseil Communal,

Considérant l'existence depuis 2015 d'un réseau d'Ambassadeur·rice·s de la propreté mobilisant des citoyennes et citoyens sensibles aux questions de propreté publique, participants, selon les possibilités de chacun·e, aux actions communales, voire prenant des initiatives constructives ;

Sachant que l'adhésion au Réseau s'est faite jusqu'à présent par une simple inscription à la newsletter du réseau des Ambassadeur·rice·s de la propreté, newsletter prioritairement destinée à informer le public sur les projets et actions menés par le service Coordination du Plan Propreté ;

Sachant que les aspirations et les possibilités d'implication des Ambassadeur·rice·s sont très variées et vont d'un simple souhait de se tenir informé·e à une envie de participer à des

campagnes ou d'organiser des nettoyages de rue participatifs ;

Considérant le besoin de l'équipe de médiateur-ric-e-s éco-citoyenneté d'identifier les envies de s'investir de chacun-e, afin d'améliorer la communication et la collaboration entre le service et les Ambassadeur-ric-e-s ;

Sachant que le rôle et les différentes missions des Ambassadeur-ric-e-s nécessitent également d'être clarifiés pour ces derniers ;

Considérant la proposition de Charte d'adhésion présentée;

Sachant que cette charte pourra être modifiée ou résiliée en tout temps si nécessaire ;

Considérant finalement la vocation de cette charte à redynamiser le réseau des Ambassadeur-ric-e-s de la Propreté ;

DECIDE :

1. D'approuver le changement de nom de la « Newsletter des Ambassadeur-ric-e-s de la Propreté » en « Newsletter d'Etterbeek Propreté »;
2. D'approuver la proposition de charte d'adhésion:

Le Réseau des Ambassadeur-ric-e-s de la Propreté d'Etterbeek Charte d'Adhésion

En tant qu'**Ambassadeur ou Ambassadrice de la propreté**, je m'engage à :

- **Être exemplaire** en matière de propreté publique (sortir correctement mes poubelles, respecter les règles de tri, me débarrasser de mes déchets et encombrants via les différents dispositifs existants, recourir au besoin aux corbeilles publiques pour jeter mes petits déchets, mégots, déjections canines, etc.) ;
- **M'informer** sur l'actualité et les enjeux relatifs à la propreté de ma commune (via les newsletters, le service communal ou d'autres sources d'informations) ;
- **Informer** mon entourage (mes proches, mes voisins, etc.) sur les bonnes pratiques en matière de propreté publique.

En fonction de mes aspirations et dans la mesure de mes moyens, je m'engage également à :

Cocher 2 propositions au minimum

- **Signaler** des incidents relatifs à la propreté publique, moyennant un coaching préalable par les médiateur-ric-e-s éco-citoyenneté, via :
 - l'application FixMyStreet ;
 - le formulaire de réclamation en ligne AlloProWeb ;
 - l'adresse proprete@etterbeek.be ou le numéro vert 0800/25.755.
- **Soutenir la diffusion** d'outils d'information et de sensibilisation (dépliants,

affiches, cendriers de poche, etc.), moyennant la remise de ces outils et un briefing par les médiateur-riche-s éco-citoyenneté.

• **Participer à et soutenir** des actions « Propreté » organisées par la commune tels que :

- • tenue de stands lors d'événements ;
- • participation à des nettoyages de rue participatifs ;

• **Veiller à maintenir** en bon état de propreté (moyennant si nécessaire la remise de gants, sacs poubelle, pince et gilet fluo) :

- • la devanture et les abords de mon habitation
- • ma rue ou une portion de ma rue, à préciser :
.....
- • autre :
.....

• **Organiser** un nettoyage de rue participatif, avec, si nécessaire, le soutien du service communal (communication, équipement et évacuation des déchets en fin d'action) :

- • 1 fois/an
- • 2 fois/an
- • autre :
.....

• **Être joignable** ponctuellement par le service pour être consulté sur une problématique de propreté relative à ma rue/mon quartier.

Toute charte complétée peut être modifiée, voire résiliée.

Coordonnées de l'Ambassadeur/Ambassadrice^[1] :

Nom :
.....

Prénom :
.....

Adresse postale :
.....

Messagerie électronique :
.....

Numéro de téléphone :
.....

Souhaite être contacté-e de préférence par : mail téléphone

Je consens à partager mon adresse mail/numéro de téléphone avec les autres ambassadeurs :

oui non

Fait à Etterbeek, le / /

(Signature précédée de la mention « lu et approuvé »)

.....

L'administration communale d'Etterbeek décline toute responsabilité en cas d'incident, d'accident ou de dommages physiques ou matériels survenus à l'occasion d'activités ou actions qui ne sont pas encadrées par le personnel communal.

[1] Vos données ne seront utilisées qu'à des fins d'amélioration de la propreté publique de la commune. Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers sans votre consentement. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification et de suppression de vos données en envoyant un mail à proprete@etterbeek.be ou par courrier à l'Administration communale d'Etterbeek – coordination du plan propreté, Avenue des Casernes 31, 1040 Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Netwerk van netheidsambassadeurs van Etterbeek: lidmaatschapscharter en nieuwsbrief

De gemeenteraad,

overwegende dat er sinds 2015 van een netwerk van netheidsambassadeurs bestaat, dat burgers mobiliseert die gevoelig zijn voor openbare netheid en die, naargelang hun mogelijkheden, deelnemen aan gemeentelijke acties en zelfs constructieve initiatieven nemen;

overwegende dat men tot nu toe lid van het netwerk kon worden door zich eenvoudigweg in te schrijven op de nieuwsbrief van het netwerk van netheidsambassadeurs, een nieuwsbrief die in de eerste plaats bedoeld is om het publiek te informeren over de projecten en acties die door de dienst Coördinatie van het Netheidsplan worden uitgevoerd;

overwegende dat de ambities en de mogelijkheden tot betrokkenheid van de ambassadeurs zeer uiteenlopend zijn en variëren van de eenvoudige wens om op de hoogte te blijven tot de wens om deel te nemen aan campagnes of participatieve straten schoonmaken te organiseren;

overwegende dat het team van bemiddelaars eco-burgerschap moet weten in welke mate de ambassadeurs zich willen inzetten om de communicatie en de samenwerking tussen de dienst en de ambassadeurs te verbeteren;

overwegende dat de rol en de opdrachten van de ambassadeurs ook verduidelijkt moeten worden;

gelet op het voorstel van het lidmaatschapscharter;

overwegende dat dat charter op elk moment gewijzigd of ontbonden kan worden als dat nodig is;

overwegende dat het doel van dat charter is om het netwerk van netheidsambassadeurs nieuw leven in te blazen;

BESLIST

1. om de naamswijziging van “Nieuwsbrief van de netheidsambassadeurs” in “Nieuwsbrief van Etterbeek Netheid” goed te keuren;
2. om het voorstel van het lidmaatschapscharter goed te keuren :

Netwerk van netheidsambassadeurs van Etterbeek Lidmaatschapscharter

Als **ambassadeur of ambassadrice van de netheid** verbind ik mij ertoe:

- **Voorbeeldig te zijn** op het vlak van openbare netheid (mijn vuilniszakken correct buiten zetten, de sorteerregels respecteren, mijn afval en grofvuil via de verschillende bestaande voorzieningen weggooien, indien nodig de openbare vuilnisbakken gebruiken om mijn klein afval, sigarettenpeuken, hondenpoep, enzovoort weg te gooien);
- **Mezelf op de hoogte te houden** van de actualiteit en de uitdagingen in verband met de netheid in mijn gemeente (via nieuwsbrieven, de gemeentedienst of andere informatiebronnen);
- De mensen rondom mij (familieleden, burens, enz.) te **informer** over goede praktijken op het vlak van openbare netheid.

In functie van mijn ambities en mijn mogelijkheden verbind ik mij er ook toe om:

Minstens 2 voorstellen aankruisen

- Incidenten in verband met de openbare netheid te **melden** na voorafgaande coaching door de bemiddelaars eco-burgerschap via:
 - de applicatie FixMyStreet;
 - het online klachtenformulier AlloProWeb;
 - het e-mailadres netheid@etterbeek.be of het groene nummer 0800 25 755.
- **De verspreiding** van informatie- en bewustmakingsmateriaal (folders, affiches, zakasbakjes, enz.) **te ondersteunen** nadat ik dat materiaal heb ontvangen en een briefing heb gekregen van de bemiddelaars eco-burgerschap.
- **Deel te nemen en mijn steun te verlenen** aan netheidsacties die de gemeente organiseert, zoals:
 - o stands op evenementen;
 - o deelname aan de participatieve straitschoonmaken;

• **Ervoor te zorgen** dat de volgende ruimten proper blijven (eventueel ontvang ik hiervoor handschoenen, vuilniszakken, een grijptang en een fluohesje):

- o de voorgevel en de omgeving van mijn woning
- o mijn straat of een deel van mijn straat, met name:
-

• andere:

.....

• Een participatieve stratschoonmaak te **organiseren**, indien nodig met de steun van de gemeentedienst (communicatie, materiaal, ophaling van het afval op het einde van de actie):

- o 1 keer per jaar
- o 2 keer per jaar
- o andere:
-

• Bij gelegenheid **bereikbaar te zijn** voor de dienst in verband met netheidsproblemen in mijn straat/mijn wijk.

Alle ingevulde charters kunnen gewijzigd of ontbonden worden.

Gegevens van de ambassadeur/ambassadrice¹:

Naam:

.....

Voornaam:

.....

Postadres:

.....

E-mailadres:

.....

Telefoonnummer:

.....

Ik wil bij voorkeur gecontacteerd worden via e-mail telefonisch

Ik ga ermee akkoord om mijn e-mailadres/telefoonnummer met de andere ambassadeurs te delen:

ja nee

Opgemaakt in Etterbeek op / /

(Handtekening, voorafgegaan door de vermelding “gelezen en goedgekeurd”).

Het gemeentebestuur van Etterbeek wijst elke verantwoordelijkheid af in geval van incidenten, ongevallen of lichamelijke of materiële schade die zich voordoen tijdens activiteiten of acties die niet worden begeleid door het gemeentepersoneel.

¹ *Je gegevens worden enkel gebruikt voor de verbetering van de openbare netheid van de gemeente. Er worden geen gegevens gedeeld met derden zonder jouw toestemming. Het recht op toegang, verbetering en verwijdering van je gegevens kan je uitoefenen door een e-mail te sturen naar netheid@etterbeek.be of per brief naar het gemeentebestuur van Etterbeek – coördinatie van het Netheidsplan, Kazernenlaan 31, 1040 Etterbeek.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Coordination du projet Jardins de la Chasse - Coördinatie van het Jachthofproject

29.03.2021/A/0011 **Coordination des Jardins de la Chasse – Nouveau Centre Administratif - Calcul des quotités pour le décompte de charges et méthodes de relevé.**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 8 mars 2021 approuvant les conventions de bail entre la Régie Communale Autonome Etterbeekoise, et les différentes entités telles que la Police, la Mission Locale pour l'Emploi, le Funérarium et la Commune d'Etterbeek, ainsi que les conventions de sous-locations entre la Commune d'Etterbeek et les entités telles que Agence Immobilière Sociale, l'ALE et le CPAS d'Etterbeek ;

Attendu que le calcul des quotités de chaque entité a été défini dans le tableau repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Attendu que le calcul des quotités est basé sur la proportionnalité des surfaces privatives de chaque entité et des surfaces communes pour lesquelles elles interviennent en fonction de leur implantation dans l'immeuble (bâtiment hors-sol et bâtiment en sous-sol) ;

Attendu que le tableau des méthodes de relevé repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération indique la présence des compteurs privatifs déjà affecté à chaque entité;

Décider:

- D'approuver le calcul des quotités de chaque entité défini dans le tableau repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

- De prendre connaissance du tableau des méthodes de relevé repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Coördinatie Jachthof - Nieuwe Administratieve Centrum - Berekening van de quotiënten voor de afrekening van de kosten en de methoden van aflezen.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 8 maart 2021 tot goedkeuring van de huurovereenkomsten tussen het Autonoom Gemeentebedrijf van Etterbeek en de verschillende entiteiten zoals de politie, de Mission Locale pour l'Emploi, het funerarium en de gemeente Etterbeek alsook de onderhuurovereenkomsten tussen de gemeente Etterbeek en de entiteiten zoals het sociaal verhuurkantoor, het PWA en het OCMW van Etterbeek;

overwegende dat de berekening van de quotiteiten van elke entiteit is vastgesteld in de bijgevoegde tabel, die integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging;

overwegende dat de berekening van de quotiteiten is gebaseerd op de evenredigheid van de privé-oppervlakten van elke entiteit en de gemeenschappelijke oppervlakten waarvoor zij tussenkomen naargelang hun ligging in het gebouw (bovengronds gebouw en ondergronds gebouw);

overwegende dat de tabel van de opmetingsmethoden, die in bijlage is opgenomen en integraal deel uitmaakt van de deze beraadslaging, de aanwezigheid aangeeft van de privé-meters die reeds aan elke entiteit zijn toegewezen;

BESLIST

- om de berekening van de quotiteiten van elke entiteit is vastgesteld in de bijgevoegde tabel, die integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging, goed te keuren.
- om kennis te nemen van de tabel van de opmetingsmethoden, die in bijlage is opgenomen en integraal deel uitmaakt van de deze beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

14 annexes / 14 bijlagen

CA-093 2eme etage 2_surface.pdf, CA-093 4eme etage 4_surface.pdf, CA-093 rez. 0_surface.pdf, CA-093 Sous-sol -2_surface.pdf, CA - Calcul quotités 18 03 2021.pdf, CA-093 5eme etage 5_surface.pdf, CA-093 1er etage 1_surface.pdf, CA-093 Sous-sol - 3_surface.pdf, CA-093 3eme etage 3_surface.pdf, CA - Berekening quotiteiten NL 18 03 2021.pdf, CA-093 6eme etage 6_surface.pdf, CA-093 Sous-sol -1_surface.pdf, CA - Opmetingsmethodes NL 18 03 2021.pdf, CA - méthode de relevé 18 03 2021.pdf

A.T. - Environnement (sauf permis et lutte contre les nuisances) - R.O. - Leefmilieu (behalve vergunningen en overlastbestrijding)

29.03.2021/A/0012 **Convention de collaboration pour le projet Co-Create d'Innoviris « Citoyens pour la Dépollution des Sols »**

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets « Co-Create », organisé depuis 2015 par Innoviris (organisme d'intérêt public dont la mission est la promotion et le soutien de l'innovation à Bruxelles) et permettant de financer des projets de recherche-action participative pour une durée de 3 ans ;

Considérant que le Collège a marqué son accord de principe, en sa séance du 9 janvier 2020, pour que la Commune d'Etterbeek, via l'espace de maraîchage des Jardins Participatifs, participe à la remise d'un dossier de candidature pour le projet « Citoyens pour la Dépollution des Sols » CiDéSol ;

Considérant que le projet CiDéSol a pour objectif de développer des outils et connaissances permettant aux citoyens, collectifs et administrations, de gérer les risques liés à la pollution des sols par la myco- et la phyto-remédiation ;

Considérant qu'en vue de la remise du dossier de candidature à l'appel à projets, une convention de collaboration entre les acteurs participants au projet avait été proposée, à savoir :

- Centre d'écologie urbaine
- Collectif Ipé
- Tournesol-Zonnebloem
- Laboratoire d'Ecologie Végétale et Biogéochimie de l'Université Libre de Bruxelles
- ELIM- Earth and Life Institute – Applied microbiology de l'UCLouvain - Université catholique de Louvain
- Commune Racine
- Commune d'Etterbeek
- Bruxelles Environnement

Considérant que les partenaires avaient été informés, en date du 28 janvier 2020, que cette convention de collaboration ne pouvait être signée par la Commune d'Etterbeek qu'après approbation par le Conseil Communal, dès réception de la confirmation de sélection du dossier de candidature par Innoviris ;

Considérant dès lors, que la délibération du Collège du 9 janvier 2020 avait été fournie dans l'attente de cette confirmation de sélection ;

Considérant que le gouvernement bruxellois a approuvé l'octroi du subside, avec une part de financement à destination de la Commune d'Etterbeek s'élevant à 38.300,00€ ;

Considérant que la convention établissant les conditions d'octroi du subside pour les différents acteurs du projet a ainsi été approuvée par le Conseil Communal en sa séance du 14 décembre 2020 ;

Considérant, dès lors, la convention de collaboration ci-annexée, établissant les engagements des acteurs du projet, ainsi que son 1er avenant, via lequel les acteurs participants souhaitent retirer le Centre d'Ecologie Urbaine et le Collectif Ipé des Parties à la Convention ainsi que désigner l'ULB comme Coordinateur du Projet ;

DECIDE d'approuver la convention ci-annexée ainsi que son 1er avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst voor het project Co-Create van Innoviris "Citoyens pour la Dépollution des Sols"

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep "Co-Create", die sinds 2015 wordt georganiseerd door Innoviris (instelling van openbaar belang die innovatie in Brussel promoot en ondersteunt) en die het mogelijk maakt om participatieve onderzoeks-actieprojecten te financieren voor een periode van 3 jaar;

overwegende dat het college in zijn zitting van 9 januari 2020 een principeakkoord heeft gegeven dat de gemeente Etterbeek, via de moestuinen in de Participatieve Tuinen, een kandidatuur dossier indient voor het project "Citoyens pour la Dépollution des Sols CiDéSol" (Burgers voor bodemsanering);

overwegende dat het project CiDéSol tot doel heeft om instrumenten en kennis te ontwikkelen waarmee burgers, collectieven en besturen de risico's in verband met bodemvervuiling kunnen beheren door myco- en fyto-remediatie;

overwegende dat er met het ook op de indiening van het kandidatuur dossier voor de projectoproep een samenwerkingsovereenkomst werd voorgesteld tussen de partners die deelnemen aan het project, met name:

- Centre d'écologie urbaine
- Collectif Ipé
- Tournesol-Zonnebloem
- Laboratoire d'Ecologie Végétale et Biogéochimie de l'Université Libre de Bruxelles
- ELIM- Earth and Life Institute – Applied microbiology de l'UCLouvain - Université catholique de Louvain
- Commune Racine

- Gemeente Etterbeek
- Brussel Leefmilieu

overwegende dat de partners er op 28 januari 2020 van op de hoogte werden gebracht dat die samenwerkingsovereenkomst enkel door de gemeente Etterbeek ondertekend zou kunnen worden na goedkeuring door de gemeenteraad zodra de bevestiging werd ontvangen dat het kandidatuur dossier werd geselecteerd door Innoviris;

overwegende dat de beraadslaging van het college van 9 januari 2020 bijgevolg werd voorgelegd in afwachting van de bevestiging van de selectie;

overwegende dat de Brusselse regering de toekenning van de subsidie heeft goedgekeurd, met een deel van de financiering voor de gemeente Etterbeek van 38.300,00 euro;

overwegende dat de overeenkomst waarin de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie aan de verschillende deelnemers van het project zijn vastgelegd werd goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 14 december 2020;

gelet bijgevolg op de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst waarin de verbintenissen van de deelnemers van het project worden vastgelegd alsook op het eerste aanhangsel aan de hand waarvan de deelnemende partners het Centre d'Écologie Urbaine en het Collectif Ipé willen terugtrekken als partners van de overeenkomst en de ULB willen aanstellen als projectcoördinator;

BESLIST om de bijgevoegde overeenkomst en haar eerste aanhangsel goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

21 03 29 Annexe 1 - Convention de collaboration - CiDéSol.doc, 21 03 29 Annexe 1 - Convention de collaboration - CiDéSol-NL.doc, 21 03 29 Annexe 2 - Avenant_convention_collaboration_Cidésol-NL.docx, 21 03 29 Annexe 2 - Avenant_convention_collaboration_Cidésol.docx

Mobilité - Mobiliteit

29.03.2021/A/0013 **Convention pour la gestion et l'entretien des parkings vélo sécurisés**

Le Conseil,

Vu le projet de convention en annexe visant à déléguer à l'Agence de stationnement la gestion et l'entretien des parkings vélo sécurisés en- et hors-voirie ;

Vu que la Commune avait déjà délégué ces matières à l'Agence de Stationnement par la

convention #005/26.06.2017/A/0013# du 26/06/2017 ;

Considérant qu'à l'époque la gestion et l'entretien des parkings vélo sécurisés étaient réalisés par l'Agence de stationnement en collaboration avec Cyclo qui bénéficiait d'un fond FEDER à ces fins ;

Considérant que ce fond FEDER est arrivé à son terme au 31/12/2020 et que le projet de gestion est à présent repris exclusivement par l'Agence de stationnement ;

Considérant que le projet de convention en pièce jointe vise simplement à formaliser ce changement sans changer les principes de fonctionnement pour la Commune ;

DECIDE d'approuver le projet de convention :

**CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE LA DELEGATION ET AUX
ENGAGEMENTS RESPECTIFS DE L'AGENCE DU STATIONNEMENT ET DE
LA COMMUNE D'ETTERBEEK EN MATIERE DE REALISATION DES
MISSIONS DE GESTION ET D'EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS DE
STATIONNEMENT VELOS DE LONGUE DUREE EN VOIRIE ET HORS
VOIRIE.**

ENTRE : **L'AGENCE DU STATIONNEMENT** de la Région de
Bruxelles-Capitale, société anonyme de droit public, dont le siège social est
situé rue de l'Hôpital 31 à 1000 Bruxelles, immatriculée à la Banque
Carrefour des Entreprises sous le numéro 0833.260.781, ici représentée par
Monsieur Amhed Medhoun, en sa qualité de Président du Conseil
d'administration de l'Agence du stationnement, et par Monsieur Sebastian
Vanderlinden, en sa qualité de Vice-président du Conseil d'administration,

ci-après dénommée « **l'Agence** » ;

ET : **LA COMMUNE DE D'ETTERBEEK**, représentée
par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent
Monsieur Rik JELLEMA, Echevin et Madame Annick PETIT, Secrétaire
Communal f.f., en exécution de la délibération du Conseil Communal n°
du , approuvant la conclusion de la présente convention,

ci-après dénommée « **la Commune** » ;

Ensemble, « **les Parties** »

PREAMBULE :

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement
et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après
« l'ordonnance du 22 janvier 2009 »,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant
le volet règlementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement, ci-après « l'arrêté »
ou « le PRPS »,

Considérant que l'ordonnance du 22 janvier 2009 a pour ambition d'harmoniser la

politique du stationnement sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en assurant la cohérence de toutes les décisions prises ou à prendre en la matière, tant par la Région que par les communes,

Considérant qu'en vertu de cette ordonnance, l'Agence a pour mission d'exécuter la politique de stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement, qu'à cet effet, l'Agence est chargée des missions qui lui sont conférées par l'ordonnance,

Considérant que figure parmi ces missions celle relative au « *développement d'une offre de parkings pour vélos, motocyclettes et vélomoteurs sécurisés, publics et couverts, adaptés aux différents besoins en la matière* » (art. 29, 10°),

Considérant que le PRPS a pour ambition de faire appliquer les principes énoncés dans l'ordonnance en matière de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie.

Considérant qu'en vertu de l'article 23 du PRPS, l'Agence peut accompagner l'installation de ce type de dispositif et, le cas échéant, se charger de leur installation,

Considérant qu'en vertu du PRPS, il y a lieu d'entendre par « équipements de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie » les dispositifs de type : box à vélos, consignes à vélos intérieures, consignes à vélos extérieures, locaux à vélos,...

Considérant que l'accès à ces dispositifs n'est pas en libre-service,

Considérant qu'ils sont sécurisés par un système de contrôle d'accès,

Considérant qu'à la suite de l'obtention en date du 3 juin 2015 d'un subside FEDER, l'a.s.b.l. Cyclo a acquis une série d'équipements destinés au stationnement sécurisé des vélos et développé un système informatisé de gestion du stationnement vélo sécurisé en voirie et hors voirie en partenariat avec Bruxelles Mobilité, et 17 communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après, le « projet CycloParking » ou la « plateforme CycloParking »,

Considérant que ledit subside FEDER s'inscrit dans le cadre de la programmation 2014-2020 des Fonds structurels européens et du Programme Opérationnel « Investissement pour la croissance et l'emploi » en Région de Bruxelles-Capitale (objectif n° 3.3 intitulé « Améliorer la qualité environnementale des espaces urbains,

Considérant qu'en date du 26 juin 2020, l'a.s.b.l. Cyclo a, d'une part, vendu à l'Agence l'ensemble des infrastructures qu'elle a acquises ainsi que la base de données clients et les procédures de gestion des emplacements dédiés aux vélos et, d'autre part, transféré à l'Agence l'ensemble des contrats de services et de fourniture conclus par Cyclo dans le cadre des activités développées au moyen du subside FEDER,

Considérant que l'objectif principal de l'Agence est de proposer une gestion centralisée et homogène des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale,

Considérant que, dans un premier temps, l'accent sera mis prioritairement sur la gestion et l'exploitation centralisée des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie existants sur le territoire des communes partenaires,

Considérant que cela n'empêchera pas l'Agence de proposer à la Commune le placement de nouveaux dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie en fonction de ses disponibilités budgétaires,

Considérant par ailleurs que la Commune reste libre de placer d'autres dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie sur fonds propres,

Considérant que l'Agence et la Commune souhaitent collaborer étroitement dans la détermination du lieu de placement des dispositifs de longue durée en voirie et hors voirie afin de permettre à l'Agence de remplir au mieux sa mission, conformément à l'ordonnance du 22 janvier 2009 et au PRPS,

Considérant que c'est dans ce contexte que l'Agence et la Commune définissent les modalités et leurs engagements respectifs quant aux missions de gestion et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie.

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er. Objet

§ 1er La Commune délègue à l'Agence les missions d'exploitation et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie dont elle est propriétaire et présents sur son territoire, conformément aux articles 21 et 23 de l'arrêté.

§ 2. La Commune se réserve la possibilité de placer des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie en plus de ceux placés par l'Agence. L'exploitation et l'entretien de ceux-ci sont délégués à l'Agence.

Article 2. Durée

§ 1er La délégation des missions d'exploitation et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie est effective à dater du lendemain du jour de signature de la présente convention.

§ 2. Les missions d'exploitation et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie sont déléguées pour une durée indéterminée.

§ 3. Les parties peuvent mettre fin à la présente convention moyennant un préavis de 6 mois notifié par courrier recommandé.

Article 3. Propriété des dispositifs

§ 1er La Commune reste propriétaire des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie existants sur son territoire au moment de la signature de la présente convention.

§ 2 L'Agence est propriétaire des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie dont elle finance l'achat et le placement.

§ 3 La Commune est propriétaire des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie placés en plus de ceux placés par l'Agence.

§ 4 Le sol et le sous-sol se situant en dessous des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie restent la propriété des gestionnaires de voirie.

Article 4. Placement des dispositifs

§ 1er L'installation dans l'espace public de dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie ou hors voirie est effectuée par l'Agence ou par la Commune.

§ 2 Dans le cas d'un placement de dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie ou hors voirie par l'Agence, une collaboration étroite avec la Commune est prévue afin de déterminer le meilleur emplacement.

§ 3 Le placement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée se fait conformément à la législation en vigueur et avec l'accord préalable du gestionnaire de voirie et/ou de l'espace public.

§ 4 Le placement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée se fait prioritairement aux endroits où une forte demande est identifiée.

§ 5 Le placement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée se fait conformément à l'article 25 de l'arrêté.

Article 5. Mission d'exploitation

§ 1er La mission d'exploitation comprend l'ensemble des tâches permettant la mise en service des dispositifs de stationnement vélo de longue durée de l'Agence et de la Commune.

§ 2 Les tâches permettant la mise en service des dispositifs de stationnement vélo de longue durée sont :

a. Gestion des demandes d'emplacement :

Il s'agit de la récolte de l'ensemble des manifestations d'intérêt de la part des personnes désirant bénéficier d'un emplacement de stationnement vélo au sein d'un dispositif de stationnement vélo de longue durée. Cela se traduit par la tenue d'un listing mis à jour régulièrement permettant d'identifier clairement la demande et sa localisation.

b. Gestion des abonnements :

Il s'agit de la délivrance ou du retrait d'un abonnement donnant accès à une place au sein d'un dispositif de stationnement vélo de longue durée.

c. Gestion des paiements :

Il s'agit de la vérification du paiement du montant dû pour obtenir un abonnement donnant accès à une place au sein d'un dispositif de stationnement vélo de longue durée.

d. Contrôle de l'utilisation des emplacements :

Il s'agit de la vérification visuelle et informatique de l'utilisation effective par un abonné de l'emplacement qui lui est alloué au sein d'un dispositif de stationnement vélo de longue durée.

e. Gestion administrative

Il s'agit de l'ensemble des tâches administratives nécessaires à la réalisation de la mission d'exploitation (rédaction de courrier, envoi et réception d'e-mails, archivage,...)

f. Accès aux données

L'Agence et la Commune ont un accès aux données liées à l'exploitation des dispositifs.

Article 6. Mission d'entretien

§ 1er La mission d'entretien vise l'ensemble des tâches liées à la maintenance, au nettoyage intérieur et extérieur et au bon fonctionnement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée. Le nettoyage extérieur concerne également l'enlèvement d'autocollants et d'affichettes non autorisés.

§ 2 On entend par maintenance les opérations nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement. Cela comprend toutes les opérations qui assurent le bon fonctionnement des dispositifs de stationnement vélo de longue durée, notamment le remplacement de pièces vétustes usées par l'utilisation normale des dispositifs. Les dégâts structurels causés aux dispositifs seront à charge des propriétaires.

§ 3 En cas de déplacement du dispositif de stationnement de vélo de longue durée pour cause d'intervention en et hors voirie, le démontage, le stockage et le remontage du dispositif incombe au commanditaire de celle-ci. Le cas échéant, le propriétaire du dispositif devra prévoir à ses frais le démontage, le stockage et le remontage du dispositif en question. La Commune ne pourra en aucun cas être tenue responsable pour le manque à gagner résultant de l'impossibilité temporaire d'exploitation des dispositifs.

Article 7. Recettes

§ 1er L'ensemble des recettes générées par l'exploitation des dispositifs de stationnement vélo de longue durée reviennent à l'Agence.

§ 2 Les principales recettes sont générées par les abonnements. D'autres recettes peuvent également être générées par l'exploitation des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie.

Article 8. Assurances

§ 1er La Commune certifie être titulaire d'une assurance incendie et protection juridique en ce qui concerne les dispositifs de stationnement vélo de longue durée présents et à venir sur son territoire dont elle est propriétaire.

§ 2 L'Agence contracte une assurance incendie et protection juridique pour les dispositifs de stationnement vélo de longue durée dont elle finance l'achat et le placement.

Article 9. Obligation d'information

Les parties se communiquent toute information nécessaire à la bonne exécution de la présente convention.

Fait à, le 2021, en autant d'exemplaires originaux que de Parties, chacune des Parties déclarant avoir reçu le sien.

Pour l'Agence,
Amhed Medhoune
Vanderlinden

Sebastian

Président

Vice-président

Pour la Commune d'Etterbeek,
Le Bourgmestre, par délégation,
Rik JELLEMA, Echevin de la Mobilité

La Secrétaire Communale f.f.,
Annick PETIT

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Overeenkomst voor het beheer en het onderhoud van de beveiligde fietsparkings

De Gemeenteraad,

De gemeenteraad

gelet op de bijgevoegde ontwerpovereenkomst waarbij het beheer en het onderhoud van beveiligde fietsparkeervoorzieningen op en buiten de openbare weg aan het Parkeeragentschap worden gedelegeerd;

overwegende dat de gemeente deze zaken al had gedelegeerd aan het Parkeeragentschap bij overeenkomst #005/26.06.2017/A/0013# van 26/06/2017;

overwegende dat dat het beheer en het onderhoud van de beveiligde fietsparkeervoorzieningen destijds werden uitgevoerd door het Parkeeragentschap in samenwerking met Cyclo, dat daarvoor een EFRO-fonds ontving;

overwegende dat dat EFRO-fonds op 31/12/2020 is afgelopen en dat het beheer nu uitsluitend door het Parkeeragentschap wordt overgenomen

overwegende dat de bijgevoegde ontwerpovereenkomst er alleen op gericht is deze wijziging te formaliseren zonder de principes van de werking voor de gemeente te wijzigen;

BESLIST de ontwerpovereenkomst goed te keuren:

OVEREENKOMST BETREFFENDE DE DELEGATIEMODALITEITEN EN DE RESPECTIEVE VERBINTENISSEN VAN HET PARKEERAGENTSCHAP EN VAN DE GEMEENTE XXXXXXXXXXXX INZAKE DE UITVOERING VAN DE TAKEN OP HET VLAK VAN HET BEHEER EN DE EXPLOITATIE VAN DE FIETSPARKEERVOORZIENINGEN VOOR LANGDURIG PARKEREN OP EN BUITEN DE OPENBARE WEG

T U S S E N : **HET PARKEERAGENTSCHAP** van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een naamloze vennootschap van publiek recht met maatschappelijke zetel gevestigd te Gasthuisstraat 31 in 1000 Brussel, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0833.260.781, hier vertegenwoordigd door de heer Ahmed Medhoune, in zijn hoedanigheid van voorzitter van de raad van bestuur van het Parkeeragentschap, en door Sebastian Vanderlinden, in zijn hoedanigheid van vicevoorzitter van de raad van bestuur,

hierna '**het Agentschap**' genoemd;

E N : **DE GEMEENTE XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen in naam waarvan optreden de heer/mevrouw XXXXXXXXXXXX, schepenen en de heer/mevrouw XXXXXXXXXXXX, gemeentesecretaris, in uitvoering van de beraadslaging van de gemeenteraad nr. XXX van XXX, luidens dewelke het afsluiten van deze overeenkomst werd goedgekeurd,

hierna '**de gemeente**' genoemd;

gezamenlijk '**de partijen**'

INLEIDING

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, hierna 'de ordonnantie van 22 januari 2009' genoemd,

Gelet op het besluit van 18 juli 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het gewestelijk parkeerbeleidsplan, hierna 'het besluit' of het 'GPBP';

Overwegende dat de ordonnantie van 22 januari 2009 de harmonisatie van het parkeerbeleid over het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot doel heeft, door het verzekeren van een samenhang tussen alle genomen of te nemen beslissingen ter zake, zowel door het Gewest als door de gemeenten;

Overwegende dat het Agentschap, krachtens deze ordonnantie, de opdracht heeft om het parkeerbeleid van het Gewest ten uitvoer te brengen en de goede werking ervan te verzekeren en dat het Agentschap daartoe is belast met de taken die de ordonnantie eraan toevertrouwt;

Overwegende dat een van deze opdrachten '*de ontwikkeling van een aanbod aan beveiligde, publieke en overdekte bromfiets-, motorfietsen fietsstallingen die zijn aangepast aan de daarbij behorende behoeften*' (art. 29, 10°) betreft;

Overwegende dat het GPBP tot doel heeft om de principes te doen toepassen die in de

ordonnantie inzake het langdurig parkeren van fietsen op en buiten de openbare weg worden uiteengezet;

Overwegende dat het Agentschap, op grond van artikel 23 van het GPBP, de installatie van dit type van inrichting mag begeleiden en zich in voorkomend geval zelf mag bezighouden met de installatie ervan;

Overwegende dat, op grond van het GPBP, onder 'voorzieningen voor langparkeren van fietsen op en buiten de openbare weg' dient te worden verstaan: voorzieningen van het type fietsboxen, beveiligde fietsenstallingen binnen, beveiligde fietsenstallingen buiten, fietslokalen ...;

Overwegende dat de toegang tot dit type van voorzieningen niet met zelfbediening is;

Overwegende dat ze via een toegangscontrolesysteem worden beveiligd;

Overwegende dat na het verkrijgen van een EFRO-subsidie op 3 juni 2015 de vzw Cyclo een reeks voorzieningen voor het beveiligd parkeren van fietsen heeft aangekocht en een gedigitaliseerd systeem voor het beheer en onderhoud van de beveiligde fietsparkeervoorzieningen op en buiten de openbare weg heeft ontwikkeld, in samenwerking met Brussel Mobiliteit en de 17 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hierna 'het CycloParking-project' of het 'CycloParking-platform' genoemd;

Overwegende dat deze EFRO-subsidie kadert binnen de programmatie 2014-2020 van de Europese structurele fondsen en het operationeel programma 'Investerings voor groei en werkgelegenheid' in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (doelstelling nr. 3.3. 'De milieukwaliteit van de stedelijke gebieden verbeteren');

Overwegende dat de vzw Cyclo op 26 juni 2020 enerzijds aan het Agentschap alle infrastructuren heeft verkocht die zij dankzij de EFRO-subsidie heeft verworven, evenals het klantenbestand en de procedures voor het beheer van de fietsparkeervoorzieningen, en anderzijds alle diensten- en leveringscontracten aan het Agentschap heeft overgedragen die door Cyclo zijn gesloten in het kader van de dankzij de EFRO-subsidie ontwikkelde activiteiten;

Overwegende dat de hoofddoelstelling van het Agentschap erin bestaat om een gecentraliseerd en homogeen beheer van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg op het niveau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te bieden;

Overwegende dat in een eerste fase de nadruk in de eerste plaats zal worden gelegd op een gecentraliseerd beheer en dito exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg in de partnergemeenten;

Overwegende dat dit het Agentschap niet belet om aan de gemeente voor te stellen om nieuwe fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg te installeren in functie van haar budgettaire beschikbaarheden;

Overwegende dat het de gemeente bovendien vrij staat om met eigen middelen te voorzien in andere fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg;

Overwegende dat het Agentschap en de gemeente nauw willen samenwerken bij het bepalen van de precieze locatie van de voorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg teneinde het Agentschap toe te laten haar opdracht zo goed mogelijk te vervullen, in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 22 januari 2009 en het GPBP;

Overwegende dat het Agentschap en de gemeente in deze context de modaliteiten en hun respectieve verbintenissen vastleggen met betrekking tot de taken van beheer en onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg.

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN

Artikel 1. Voorwerp

§ 1. De gemeente delegeert aan het Agentschap de taken betreffende de exploitatie en het onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg waar zij eigenaar van is en die zich op haar grondgebied bevinden, in overeenstemming met artikelen 21 en 23 van het besluit.

§ 2. De gemeente behoudt zich de mogelijkheid voor om fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg te installeren bovenop de door het Agentschap geplaatste inrichtingen. De exploitatie en het onderhoud ervan worden aan het Agentschap gedelegeerd.

Artikel 2. Duur

§ 1. De delegatie van de taken betreffende de exploitatie en het onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg gaat in op de dag volgend op de dag van de ondertekening van deze overeenkomst.

§ 2. De taken betreffende de exploitatie en het onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg worden voor onbepaalde duur gedelegeerd.

§ 3. De partijen kunnen een einde maken aan deze overeenkomst via een bij een aangetekende brief betekende opzegging van 6 maanden.

Artikel 3. Eigendom van de voorzieningen

§ 1. De gemeente blijft eigenaar van de bestaande fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg op het moment van ondertekening van deze overeenkomst.

§ 2. Het Agentschap is eigenaar van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg waarvan zij de aankoop en de installatie bekostigt.

§ 3. De gemeente is eigenaar van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg die bovenop de door het Agentschap geplaatste inrichtingen worden geïnstalleerd.

§ 4. De grond en de ondergrond die zich onder de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg bevinden, blijven eigendom van de wegbeheerders.

Artikel 4. Plaatsing van de voorzieningen

§ 1. De plaatsing in de openbare ruimte van fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg wordt door het Agentschap of door de gemeente uitgevoerd.

§ 2. Indien het Agentschap fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg installeert, wordt in een nauwe samenwerking met de gemeente voorzien om de beste locatie daarvoor te bepalen.

§ 3. De plaatsing van fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren gebeurt in overeenstemming met de geldende wetgeving en met de voorafgaande goedkeuring van de wegbeheerder en/of de beheerder van de openbare ruimte.

§ 4. De plaatsing van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren gebeurt bij voorrang op plaatsen waar een sterke vraag werd vastgesteld.

§ 5. De plaatsing van fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren gebeurt in overeenstemming met de bepalingen van artikel 25 van het besluit.

Artikel 5. Exploitatieopdracht

§ 1. De exploitatieopdracht omvat alle taken die de ingebruikneming van de

fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren van het Agentschap en van de gemeente mogelijk maken.

§ 2. De taken die de ingebruikneming van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren mogelijk maken, zijn:

a. Beheer van de aanvragen voor een parkeerplaats

Het gaat om het verzamelen van alle blijken van belangstelling van personen die wensen te beschikken over een fietsparkeerplaats binnen een fietsparkeervoorziening voor langdurig parkeren. Dit vertaalt zich in het bijhouden van een listing die regelmatig wordt bijgewerkt en die een duidelijke identificering van de vraag en van de exacte locatie ervan mogelijk maakt.

b. Abonnementenbeheer

Het gaat om het afleveren of intrekken van een abonnement dat toegang verleent tot een plaats binnen een fietsparkeervoorziening voor langdurig parkeren.

c. Beheer van de betalingen

Het gaat om de verificatie van de betaling van het verschuldigde bedrag met het oog op het verkrijgen van een abonnement dat toegang verleent tot een plaats binnen een fietsparkeervoorziening voor langdurig parkeren.

d. Controle van het gebruik van de parkeerplaatsen

Het gaat om een visuele en gedigitaliseerde controle van het werkelijke gebruik door een abonnee van de parkeerplaats die aan hem/haar werd toegewezen binnen een fietsparkeervoorziening voor langdurig parkeren.

e. Administratief beheer

Het gaat om alle administratieve taken die nodig zijn voor de uitvoering van de exploitatieopdracht (opstellen van brieven, verzenden en ontvangen van e-mails, archivering, ...).

f. Gegevenstoegang

Het Agentschap en de gemeente hebben toegang tot de gegevens die verband houden met de exploitatie van de voorzieningen.

Artikel 6. Onderhoudsopdracht

§ 1. De onderhoudsopdracht omvat alle taken die verband houden met het onderhoud, de binnen- en buitenreiniging en de goede werking van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren. De buitenreiniging omvat eveneens het verwijderen van niet-toegelaten zelfklevers en aanplakzels.

§ 2 Onder 'onderhoud' worden alle handelingen verstaan die nodig zijn voor de goede werking van de uitrusting. Dit omvat alle handelingen die de goede werking van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren garanderen, met name de vervanging van oude stukken die versleten zijn als gevolg van het normaal gebruik van de inrichtingen. Alle structurele schade die aan de voorzieningen wordt veroorzaakt, valt ten laste van de eigenaars.

§ 3. Indien de fietsparkeervoorziening voor langdurig parkeren door een interventie op of buiten de openbare weg moet worden verplaatst, vallen de demontage, de opslag en de heropbouw ten laste van de opdrachtgever van de interventie. Desgevallend zal de eigenaar van de inrichting op eigen kosten voorzien in de demontage, de opslag en de heropbouw van de desbetreffende voorziening. De gemeente zal in geen enkel geval aansprakelijk kunnen worden gehouden voor enige winstderving als gevolg van een tijdelijke onmogelijkheid tot exploitatie van de inrichtingen.

Artikel 7. Inkomsten

§ 1. Alle inkomsten die door de exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor

langdurig parkeren worden gegeneerd, komen toe aan het Agentschap.

§ 2. De hoofdkomsten worden door de abonnementen gegeneerd. Andere inkomsten kunnen eveneens worden gegeneerd door de exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg.

Artikel 8. Verzekeringen

§ 1. De gemeente bevestigt dat zij in het bezit is van een verzekeringspolis brand en rechtsbijstand met betrekking tot de bestaande en toekomstige fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op haar grondgebied waarvan zij eigenaar is.

§ 2. Het Agentschap onderschrijft een verzekering brand en rechtsbijstand voor de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren waarvan zij de aankoop en de plaatsing bekostigt.

Artikel 9. Informatieplicht

De partijen delen elkaar alle informatie mee die voor de goede uitvoering van deze overeenkomst is vereist.

Opgemaakt te, op, in zoveel originele exemplaren als er partijen zijn en waarbij iedere partij verklaart het hare te hebben ontvangen.

Voor het Agentschap,

Ahmed MEDHOUNE
VANDERLINDEN

Sebastian

Voorzitter

Vicevoorzitter

Voor de gemeente XXX,
De burgemeester, in opdracht, De gemeentesecretaris,
XXX, schepen van Mobiliteit XXX

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Garage communal - Gemeentelijke garage

29.03.2021/A/0014 **Mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette à VZW Chambéry en vue de se rendre au Centre européen Louids Debobbe à Olloy-sur-Viroin (sous réserve des conditions sanitaires).**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à vzw Buurtwerk Chambéry en vue de se rendre le mardi 6 avril 2021 (aller) et le samedi 10 avril 2021 (retour) en vue de se rendre à Olloy-sur-Viroin ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et vzw Buurtwerk Chambéry», sous réserve des conditions sanitaires.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et VZW Buurtwerk Chambéry

Rue de Chambéry 24
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de VZW Buurtwerk Chambéry, entre Etterbeek et (rue Saint Eloi 27) situé à 5670 Olloy-sur-Viroin en date du 6 avril 2021 (aller) et 10 avril 2021 (retour)

Un chauffeur est également mis à disposition de VZW Buurtwerk Chambéry.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

VZW Buurtwerk Chambéry intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de VZW Buurtwerk Chambéry

VZW Buurtwerk Chambéry s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, VZW Buurtwerk Chambéry devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, VZW Buurtwerk Chambéry est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

VZW Buurtwerk Chambéry est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, VZW Buurtwerk Chambéry est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de VZW Buurtwerk Chambéry ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

VZW Buurtwerk Ghambéry est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus en en bestelwagen aan VZW Chambéry om naar de Europese Centrum Louis Debobbe te Olloy-sur-Viroin te gaan (onder voorbehoud van de sanitaire maatregelen).

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat de vzw «BUURTWERK CHAMBERY » gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op dinsdag 6 april 2021 (heenrit) en op zaterdag 10 april 2021 (terugrit) naar Olloy-sur-Viroin te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw BUURTWERK CHAMBERY goed te keuren, onder voorbehoud van de sanitaire maatregelen:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

en de vzw BUURTWERK CHAMBERY

Chambérystraat 24
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw BUURTWERK CHAMBERY, tussen Etterbeek en de Olloy-sur-Viroin van maandag 6 april 2021 en 10 april 2021
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw BUURTWERK CHAMBERY.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw BUURTWERK CHAMBERY komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw BUURTWERK CHAMBERY

De vzw BUURTWERK CHAMBERY verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw BUURTWERK CHAMBERY de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw BUURTWERK CHAMBERY aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw BUURTWERK CHAMBERY moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw BUURTWERK CHAMBERY de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw BUURTWERK CHAMBERY of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw BUURTWERK CHAMBERY is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de

herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CHAMBERY 2021.pdf

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

29.03.2021/A/0015 **Semaine de l'intergénération 2021 - Approbation des termes de la charte.**

Le Conseil Communal,

Considérant les objectifs inscrits dans la Note d'orientation politique en vue de relancer les activités intergénérationnelles et les initiatives qui visent à impliquer les seniors auprès des plus jeunes ;

Considérant les échanges intervenus, dans ce cadre, avec l'ASBL Entr'âges en vue de la tenue de la Semaine de l'intergénération qui se déroulera du 23 au 29 avril 2021;

Considérant le travail réalisé par l'association pour promouvoir les solidarités intergénérationnelles par le biais de l'information, de la sensibilisation et d'activités et d'initiatives dans des domaines aussi variés que l'éducation, l'habitat, la culture ou encore la transmission ;

Considérant la volonté de soutenir les valeurs et les engagements inscrits dans la Charte de la Semaine de l'intergénération ;

DECIDE d'approuver les termes de la charte:

Engagement mutuel entre l'ASBL Entr'âges et l'organisme participant à la Semaine de l'Intergénération

L'association Entr'âges soutient les organismes et auteurs de projets Intergénérationnels, avec une attention particulière pour la prévention à l'âgisme et les solidarités intergénérationnelles.

Nos missions comprennent la sensibilisation, l'information et le travail de terrain pour favoriser les liens entre des personnes de générations différentes dans une dynamique de solidarité et de réciprocité.

Notre engagement est d'être un acteur social et politique pour favoriser la construction d'un monde plus juste dans le respect de tous quel que soit son origine, son genre ou son âge.

Nos valeurs, le respect, la solidarité, la générosité, la transmission, la participation et l'innovation sont au cœur de nos actions.

La Semaine de l'Intergénération, issue des Carrefours des Générations, est un événement socioculturel qui mobilise citoyens et acteurs de terrain à se rencontrer lors de la dernière semaine d'avril en lien avec la Journée européenne de solidarité entre les générations (29 avril).

Les attentes et les objectifs de cet événement sont :

- Mettre en lumière les initiatives intergénérationnelles sur le territoire francophone
- Mobiliser les acteurs de terrains à communiquer sur leurs actions locales intergénérationnelles
- Sensibiliser le grand public aux enjeux intergénérationnels
- Contribuer à briser les stéréotypes liés à l'âge et lutter contre l'âgisme
- Favoriser la création de liens durables et réciproques entre les générations pour renforcer la cohésion sociale
- Porter un message aux organismes politiques quant aux demandes et besoins des acteurs intergénérationnels

Cet événement s'adresse aux communes et à toutes organisations du non marchand, publiques ou privées, désirant sensibiliser les citoyens aux relations et actions intergénérationnelles de leur commune. La diversité des thèmes (culture, environnement, éducation, habitat...) et des activités (atelier, exposition, conférence, séance de sensibilisation, table d'échanges ...) se voudront un reflet de la richesse des relations intergénérationnelles en Belgique francophone.

En adhérant à cette charte, mon organisation s'engage dans l'activité proposée durant la Semaine de l'Intergénération à :

- Inscrire mon activité dans une perspective de rencontre et d'échange
- Promouvoir les valeurs de solidarité et de partage entre les générations
- Impliquer différentes générations sans distinction sociale
- Maintenir l'esprit non commercial, apolitique et pluraliste de l'évènement
- Appliquer autant que possible, le principe de gratuité. L'aspect financier ne doit pas être un frein pour le public accueilli
- Faciliter l'accès aux personnes à mobilités réduites
- Utiliser le logo ou le sticker de la Semaine de l'Intergénération dans mes

communications autour de.s l'activité.s inscrite.s .(dépliants, affiches réseaux sociaux, site internet, etc)

En adhérant à cette charte, l'ASBL Entr'âges s'engage à :

- Faciliter les liens et la rencontre entre les organismes porteurs de projets intergénérationnels
- Être un relais pour les acteurs de terrain
- Soutenir et accompagner les participants dans la mise en oeuvre de leurs activités
- Valoriser les organismes participants via un plan de communication dynamique : les sites web www.lasemainedelintergeneration.be , www.entrages.be , le portail www.intergeneration.be et divers supports communicationnels.
- Mener des séances d'informations en visioconférence
- Réaliser une évaluation de l'évènement auprès des organisations inscrites

En inscrivant votre organisation sur le portail www.semainedelintergeneration.be, vous vous engagez à respecter la philosophie et les objectifs portés par l'évènement.

Entr'âges se réserve le droit d'exclure les activités qui ne correspondent pas à l'esprit de l'évènement.

Ensemble, faisons de l'intergénérationnel l'affaire de toutes et tous !

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Week van de intergeneratie 2021 - Goedkeuring van de voorwaarden van het charter.

De gemeenteraad,

gelet op de doelstellingen uit de politieke oriëntatienota met de bedoeling om opnieuw intergenerationele activiteiten en initiatieven te organiseren die erop gericht zijn om jongeren en senioren met elkaar in contact te brengen;

gelet op de gesprekken die er in dat kader zijn geweest met de vzw Entr'âges met het oog op de organisatie van het evenement "Semaine de l'intergénération" ("Week van de intergeneratie") dat zal plaatsvinden van 23 tot 29 april 2021;

gelet op het werk dat de vereniging heeft geleverd om intergenerationele solidariteit te promoten aan de hand van informatie, bewustmaking en activiteiten en initiatieven binnen uiteenlopende domeinen zoals opvoeding, wonen, cultuur en overdracht;

gelet op de wens om de waarden en verbintenissen te steunen die zijn opgenomen in het charter van het evenement "Semaine de l'intergénération";

BESLIST om de voorwaarden van het onderstaande charter goed te keuren:

Wederzijds engagement tussen de vzw Entr'âges en de organisatie die deelneemt aan het evenement "Semaine de l'Intergénération"

De vereniging Entr'âges steunt organisaties en initiatiefnemers van intergenerationele projecten, met bijzondere aandacht voor de preventie van leeftijdsdiscriminatie en intergenerationele solidariteit.

Onze missies omvatten bewustmaking, informatie en veldwerk om de banden tussen mensen van verschillende generaties te bevorderen in een dynamiek van solidariteit en wederkerigheid.

Ons engagement bestaat erin een sociale en politieke actor te zijn om de bouw van een rechtvaardigere wereld te bevorderen, met respect voor iedereen, ongeacht afkomst, geslacht of leeftijd.

Onze waarden, respect, solidariteit, vrijgevigheid, overdracht, participatie en innovatie vormen de kern van onze acties.

Het evenement **“Semaine de l'Intergénération”**, dat afstamt van “Carrefours des Générations”, is een sociocultureel evenement dat burgers en actoren op het terrein mobiliseert om elkaar te ontmoeten tijdens de laatste week van april in verband met de Europese dag van de solidariteit tussen de generaties (29 april).

De verwachtingen en doelstellingen van dit evenement zijn de volgende:

- De intergenerationele initiatieven op Franstalig grondgebied in de kijker zetten
- De actoren op het terrein mobiliseren om over hun lokale intergenerationele acties te communiceren
- Het grote publiek bewustmaken van de intergenerationele uitdagingen
- Bijdragen tot het doorbreken van leeftijdsgebonden stereotypen en het bestrijden van leeftijdsdiscriminatie
- De totstandbrenging van duurzame en wederkerige banden tussen generaties aanmoedigen om de sociale cohesie te versterken
- Een boodschap overbrengen aan politieke instanties over de eisen en behoeften van intergenerationele actoren

Dit evenement is bedoeld voor gemeenten en alle non-profitorganisaties, openbaar of privé, die de intergenerationele relaties en acties in hun gemeente onder de aandacht willen brengen. De diversiteit van de thema's (cultuur, milieu, onderwijs, wonen...) en activiteiten (workshop, tentoonstelling, lezing, bewustmakingssessie, uitwisselingstafel...) wil een weerspiegeling zijn van de rijkdom van de intergenerationele relaties in Franstalig België.

Door zich aan te sluiten bij dit charter, verbindt mijn organisatie zich tot het volgende in verband met de activiteit die tijdens het evenement “Semaine de l'Intergénération” wordt aangeboden:

- Mijn activiteit plaatsen in een perspectief van ontmoeting en uitwisseling
- Waarden zoals solidariteit en het delen tussen generaties bevorderen
- Verschillende generaties betrekken zonder sociaal onderscheid
- Het niet-commerciële, niet-politieke en pluralistische karakter van het evenement vrijwaren

- Zoveel mogelijk gratis activiteiten aanbieden. Het financiële aspect mag namelijk geen belemmering zijn voor het publiek
- De toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit bevorderen
- Het logo of de sticker van “Semaine de l'Intergénération” gebruiken in mijn communicatie over de activiteiten (folders, affiches, sociale media, internet, enzovoort).

Door zich aan te sluiten bij dit charter, verbindt de vzw Entr'âges zich ertoe om:

- De banden en de ontmoeting tussen de organisaties die intergenerationele projecten uitvoeren te vergemakkelijken
- Een aanspreekpunt te zijn voor de actoren op het terrein
- De deelnemers te steunen en te begeleiden bij de uitvoering van hun activiteiten
- De deelnemende organisaties te promoten via een dynamisch communicatieplan: de websites www.lasemainedelintergeneration.be, www.entrages.be, de portaal-site www.intergeneration.be en diverse communicatiemiddelen
- Infosessies via videoconferentie te organiseren
- Het evenement te evalueren met de organisaties die zich hebben ingeschreven.

Door uw organisatie in te schrijven op de portaal-site www.semainedelintergeneration.be, verbindt u zich ertoe de filosofie en de doelstellingen van het evenement te respecteren.

Entr'âges behoudt zich het recht voor om activiteiten uit te sluiten die niet overeenstemmen met de geest van het evenement.

Laten we er samen voor zorgen dat intergeneratie een zaak wordt die ons allemaal aanbelangt!

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
SIG2021_Charte_final.pdf

Secrétariat - Secretariaat

29.03.2021/A/0016 **Interpellation de Madame Gisèle MANDAILA relative à la mise à disposition gratuite de protections périodiques dans l'enseignement communal.- report du 22/02/2021**

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les membres du Collège,

Dans de nombreuses cultures, l'arrivée des menstruations est synonyme d'exclusion ou d'impureté ou encore de procréation.

De tout temps les règles ont toujours suscité honte et dégoût. Lorsque les menstruations apparaissent, la discrétion prend le dessus. Loin d'être considéré comme un phénomène naturel, elles sont un sujet dont personne ne veut parler publiquement. Pour preuve, les vocabulaires utilisés pour en parler : « je suis indisposées », « les indiens sont là » ou encore la réticence des publicités de représenter les règles telles qu'elles sont c'est-à-dire rouges comme le sang mais plutôt sous la forme d'un liquide bleu illustrent à suffisance le tabou autour des règles avec comme conséquence que les jeunes filles sont conditionnées, dès leur plus jeune âge, à ressentir de la gêne et de la honte à l'arrivée de la puberté.

Les réticences à parler des règles compliquent l'accès à l'information concernant les problèmes liés à la menstruation et les différents types de protections périodiques.

Les règles ne sont pas seulement question d'un fait biologique commençant à la puberté des femmes jusqu'à leur ménopause. Il s'agit d'un marqueur social qui a de nombreuses conséquences tout au long de la vie des femmes. En effet, chaque mois, pendant environ trente ans, le cycle menstruel touche la moitié de la population mondiale et il dure en moyenne cinq jours. Ce qui engendre un coût estimé entre 5 et 15 euros par mois. Cette période est particulièrement redoutée.

Cette dépense oblige certaines filles et femmes à utiliser des produits alternatifs comme des mouchoirs, des morceaux de tissus ou encore des chaussettes à la place des serviettes périodiques. Cela ne se passe pas que dans des contrées lointaines. On rencontre ces situations également en Belgique et encore plus près de chez nous, à Etterbeek aussi.

Malheureusement cette situation n'épargne pas nos élèves filles. La difficulté d'accès aux protections menstruelles dans le milieu scolaire est une réalité souvent ignorée mais qui doit nous interpeller. Cette réalité s'accompagne bien souvent d'un double sentiment de honte : le tabou qui entoure les menstruations et le manque d'argent. Des nombreuses filles et particulièrement celles des familles en difficulté ont peur d'aller à l'école ou de quitter la maison. On se retrouve ainsi avec des élèves qui manquent chaque mois une semaine d'école. Elles sont de ce fait doublement discriminées.

Il arrive fréquemment que les premières règles, qui peuvent survenir à dix ans tout comme à seize, surviennent sur le lieu de l'école. Cela peut être vécu comme une expérience très négative : le manque de protections périodiques sur soi et la peur d'en parler peuvent conduire à un sentiment de peur et/ou de honte qui n'a pas lieu d'être. Une telle expérience peut être source de moqueries voire de harcèlement de la part des autres élèves.

Vu que les élèves passent la majeure partie de leur temps à l'école, il est indispensable, aujourd'hui que l'accès aux protections menstruelles soit facilité dans les milieux scolaires pour les raisons suivantes:

- 1) Que les menstruations ne soient pas vécues comme un poids dans le milieu scolaire
- 2) Le coût des protections périodiques constitue pour les familles des élèves une part non négligeable dans leur budget

Pour des nombreuses associations qui luttent contre la précarité menstruelle ainsi que Défi,

la bonne gestion es menstruations et l'accès à des protections périodiques relèvent des droits humains, de la dignité, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de l'accès à l'éducation, de la santé des femmes. Par ailleurs, la question des menstruations est un sujet de santé publique.

Les serviettes périodiques ne sont ni un produit de luxe ni un produit de beauté. C'est un produit de base indispensable et toutes les personnes dans les besoins devraient en disposer.

Bien que ces produits ne soient plus considérés comme des produits de luxe, leur démocratisation est loin d'être atteinte. Ils représentent toujours un coût élevé pour des nombreuses personne en difficulté financière. On devait les distribuer gratuitement dans les écoles, les centres de planning familial et mêmes dans les toilettes publiques car à l'instar du papier toilette, on ne peut s'en passer.

Au vu de ce qui précède, mes questions sont les suivantes :

- 1) La Commune peut-elle examiner la possibilité de mettre à disposition les protections périodiques au sein des écoles communales pour faciliter l'accès aux élèves dans le besoin ?
- 2) Quelles sont les initiatives mises en place pour informer et sensibiliser les élèves de l'enseignement communal à la problématique de menstruation ?

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Mevrouw Gisèle Mandaila over de gratis terbeschikkingstelling van maandelijkse bescherming in het gemeentelijke onderwijs- uitstel van 22/02/2021

Mijnheer de voorzitter,
Dames en heren leden van het college,

In veel culturen is het begin van de menstruatie synoniem voor uitsluiting, onzuiverheid of voortplanting.

Menstruatie is altijd een bron van schaamte en afschuw geweest. Wanneer de menstruatie komt, neemt discretie het over. De mensturatie wordt lang niet beschouwd als een natuurlijk fenomeen, maar het is een onderwerp waarover niemand in het openbaar wil praten. De woordenschat waarmee erover wordt gesproken: "ik ben ongesteld", "de russen zijn in het land" en de terughoudendheid in reclame om de menstruatie weer te geven zoals ze is, dat wil zeggen rood als bloed, maar eerder te kiezen voor een blauwe vloeistof, zijn voldoende bewijs van het taboe dat rond de menstruatie hangt, met als gevolg dat jonge meisjes van jongs af aan worden geconditioneerd om zich bij het begin van de puberteit te schamen.

De terughoudendheid om over menstruatie te praten bemoeilijkt de toegang tot informatie over problemen in verband met menstruatie en de verschillende vormen van maandelijkse bescherming.

Menstruatie is niet alleen een biologisch feit dat begint in de puberteit en doorgaat tot de menopauze. Het is een sociale markering die veel gevolgen heeft gedurende het leven van een vrouw. De menstruatiecycclus, die ongeveer dertig jaar duurt, treft de helft van de

wereldbevolking elke maand en duurt gemiddeld vijf dagen. Dit brengt naar schatting 5 tot 15 euro kosten per maand met zich mee. Deze periode wordt bijzonder gevreesd.

Die kosten dwingen sommige meisjes en vrouwen alternatieve producten te gebruiken zoals zakdoekjes, lappen stof of zelfs sokken in plaats van maandverband. Dat gebeurt niet alleen in verre oorden. Het gebeurt ook in België en zelfs dichterbij huis, in Etterbeek.

Helaas blijven ook onze vrouwelijke leerlingenniet van die situatie gespaard. De moeilijke toegang tot menstruatiebescherming in de schoolomgeving is een realiteit die vaak wordt genegeerd, maar die ons zorgen moet baren. Deze realiteit gaat vaak gepaard met een dubbel gevoel van schaamte: het taboe rond de menstruatie en het gebrek aan geld. Veel meisjes, vooral die uit gezinnen in moeilijkheden, zijn bang om naar school te gaan of hun huis te verlaten. Het gevolg is dat leerlingen elke maand een week school missen. Zij worden dus dubbel gediscrimineerd.

Het gebeurt vaak dat de eerste menstruatie, die zowel op tienjarige als op zestienjarige leeftijd kan optreden, op school plaatsvindt. Dat kan een zeer negatieve ervaring zijn: het gebrek aan maandelijks bescherming en de angst om erover te praten kunnen leiden tot een gevoel van angst en/of schaamte terwijl daar geen reden toe is. Een dergelijke ervaring kan leiden tot spot en zelfs pesterijen van andere leerlingen.

Aangezien leerlingen het grootste deel van hun tijd op school doorbrengen, is het vandaag de dag om de volgende redenen van essentieel belang dat de toegang tot menstruatiebescherming op school wordt vergemakkelijkt:

- 1) Menstruatie mag in de schoolomgeving niet als een last worden ervaren.
- 2) De kosten van maandelijks bescherming vormen een aanzienlijk deel van het budget van de gezinnen van leerlingen.

Voor veel verenigingen de strijd aanbinden met menstruatiearmoede en ook voor Défi zijn een goed menstruatiebeheer en de toegang tot maandelijks bescherming een kwestie van mensenrechten, waardigheid, gelijkheid van vrouwen en mannen, toegang tot onderwijs en gezondheid van vrouwen. Bovendien is de menstruatieproblematiek een volksgezondheidskwestie.

Maandverbanden zijn noch een luxeproduct, noch een schoonheidsproduct. Het is een onmisbaar product dat beschikbaar moet zijn voor iedereen die het nodig heeft.

Hoewel ze niet langer als luxeproduct worden beschouwd, is de democratisering ervan nog lang niet voltooid. Zij hebben nog steeds een hoge kosprijs voor veel mensen die het financieel moeilijk hebben. Maandelijks bescherming zou gratis moeten worden uitgedeeld in scholen, centra voor gezinsplanning en zelfs in openbare toiletten, omdat ze net als toiletpapier noodzakelijk is.

In het licht van het voorgaande zijn mijn vragen de volgende:

- 1) Kan de gemeente de mogelijkheid onderzoeken om in de gemeentescholen maandelijks bescherming ter beschikking te stellen om de toegang ertoe voor leerlingen in nood te vergemakkelijken?
- 2) Welke initiatieven zijn er genomen om de leerlingen van de gemeentescholen voor te lichten over en bewust te maken van het probleem van de menstruatie?

Ik dank u.

De raad hoort de interpellatie.

Réponse de Madame Geerinck Carole (Égalité des genres et de la Diversité) et de Madame De Greef (Enseignement) :

Ci-dessous, je vous prie de trouver les éléments de réponse à l'interpellation précitée soumise au Collège.

Pour rappel, les questions étaient les suivantes :

1. *La Commune peut-elle examiner la possibilité de mettre à disposition les protections périodiques au sein des écoles communales pour faciliter l'accès aux élèves dans le besoin ?*

2. *Quelles sont les initiatives mises en place pour informer et sensibiliser les élèves de l'enseignement communal à la problématique des menstruations ?*

En ce qui concerne la mise à disposition de protections périodiques au sein des écoles communales, chaque secrétariat dispose d'une réserve de protections mises à disposition des élèves qui en font la demande. Toutes les institutrices et les instituteurs des classes de 6^{ème} primaire en sont informés ainsi que les élèves. Vu la période de vacances scolaires, nous n'avons malheureusement pas eu de retour quant à un dispositif identique au sein de l'école secondaire Ernest Richard.

Pour information, le nombre de filles en âge d'avoir leurs menstruations est estimé à 100 dans l'enseignement primaire. Ce chiffre se base sur la présence de 90 filles dans les classes de 6^{ème} primaire et sur la possibilité que certaines filles soient précoces dans cette étape-là de leur puberté.

Dans l'enseignement secondaire communal, 120 filles sont inscrites à Ernest Richard.

Quant aux initiatives mises en places pour informer et sensibiliser les élèves de l'enseignement communal à la problématique des menstruations elles trouvent place lors des animations EVRAS (Education à la Vie Relationnelle Affective et Sexuelles) et lors des visites médicales.

Assurées par le Collectif Contraception d'Etterbeek (planning familial situé avenue des Celtes), les animations EVRAS sont organisées dans toutes les classes de 6^{ème} primaire des différentes écoles. Elles se déroulent sous la forme de 2 séances de 75 minutes, en groupes non-mixtes, filles et garçons séparés. Les élèves ont le choix d'aborder des sujets tels que : la puberté (menstruations et changements corporels), le harcèlement, les moqueries, le consentement, le droit à l'image ou la sensibilisation aux dangers des réseaux sociaux (images, pornographie,...). Selon les questions posées par les élèves qui composent un groupe, le contenu de l'animation de chaque groupe n'est jamais strictement identique.

Pour le moment, les animations EVRAS ne sont plus assurées au sein de l'école secondaire Ernest Richard. La direction de l'école a été contacté par le PSE afin qu'elles puissent être à nouveau programmées et le Collectif Contraception d'Etterbeek, basé à 100 mètres de l'établissement, est d'ores et déjà disponible pour en assurer l'animation.

Lors des visites médicales, depuis des années, le PSE remet aux élèves un questionnaire

intitulé « Pour partir à ta découverte » dont la dernière question est : As-tu des préoccupations au sujet des changements de ton corps ? Désires-tu en parler individuellement avec nous ?

Lors de l'examen clinique individuel, il est régulièrement demandé aux jeunes filles si elles ont déjà leurs règles et si elles ont des questions à ce sujet. Le PSE a remarqué que les filles de 6^{ème} primaire sont fort inquiètes par l'arrivée éventuelle des menstruations lors du cours de gym ou à la piscine. Une explication leur est fournie, le PSE les rassure et leur donne un document sur les menstruations qu'elles peuvent emporter.

D'un point de vue plus général, la précarité menstruelle est une problématique dont le service Egalité des genres & Diversité se soucie depuis plusieurs années, notamment au travers de la collaboration avec l'association Bruzelle. Suite à cette interpellation, nous allons également nous renseigner quant aux dispositifs mis en place dans les écoles primaires et secondaires du réseau libre, fort nombreuses sur notre territoire communal.

Dans le cadre de la compétence Santé et Bien-être, une réflexion est actuellement en cours sur les différents types de protections périodiques et sur l'intérêt d'un recours à des protections lavables qui ne suscitent pas autant de risques pathologiques que les protections dites classiques. Le public précarisé et à faible pouvoir d'achat est bien évidemment pris en compte dans la réflexion.

Nous espérons que ces éléments répondent à vos questions et restons à votre disposition pour toute autre information utile concernant la thématique de la précarité menstruelle.

29.03.2021/A/0017 **Interpellation de Madame Taittinger sur le projet de mise en place de 15 fontaines publiques d'eau potable sur notre commune d' ETTERBEEK**

L'accès à l'eau potable est un droit fondamental du aux Etterbeekois.

La fontaine publique est parfois pour certaines personnes une des rares solutions pour pouvoir disposer d'eau potable.

Dans une optique de diversification, VIVAQUA a imaginé faire offre de service rémunéré aux communes associées en proposant un service de placement, de location et d'entretien de nouvelles fontaines publiques en lieu et place de l'achat habituel de ce type de mobilier urbain.

Septante six fontaines sont actuellement comptabilisées sur le territoire des diverses communes bruxelloises.

Certaines sont propriétés des communes et d'autres sont gérées par Bruxelles Environnement.

S'inscrivant dans le mouvement « Blue Community » et constatant que bon nombre de ces installations étaient dans un état déplorable faute d'un entretien approprié, VIVAQUA a souhaité proposer un service étendu permettant à tout un chacun d'accéder à une eau potable de qualité sur le territoire des communes partenaires en Région de Bruxelles

Capitale.

À cette fin, une offre de service « all in » comprend la centralisation de l'achat de fontaines d'eau potable, le placement de ces dernières, l'entretien régulier, la désinfection et l'assurance du fonctionnement des ouvrages utilisés en bon père de famille, ainsi que la réparation et le remplacement des ouvrages ayant fait l'objet de vandalisme ou d'accident.

Un nombre minimum de 70 fontaines permet de proposer un coût apparaissant acceptable par les budgets communaux.

Chaque commune a donc été interrogé et la commune d'ETTERBEEK a exprimé son souhait d'installer 15 fontaines sur sa commune.

Au total les communes interrogés ont envisagé un chiffre total de 78 fontaines ce qui rejoint le seuil minimal de rentabilité afin de proposer le service à un coût avantageux aux communes.

La prochaine étape sera de localiser les emplacements souhaités par les communes : en effet la distance entre la fontaine et la canalisation devant se situer entre 5 et 15 mètres maximum pour assurer une bonne qualité d'eau.

La région peut envisager un subside aux communes afin de favoriser le placement de ces fontaines, celui-ci permettrait de supporter au moins partiellement le coût de la primo installation et réduirait d'autant le coût du service pour les communes.

Un modèle unique, le plus simple possible pour en faciliter l'entretien sera proposé.

Dans ces conditions optimales, le forfait annuel facturé par fontaine installée serait compris, hors subside régional entre 3600€ et 4000€/fontaine/an tout compris.

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Mevrouw Taittinger over het project om 15 openbare drinkwaterfonteinen te installeren in onze gemeente ETTERBEEK

De toegang tot drinkwater is een fundamenteel recht van de inwoners van Etterbeek.

Voor sommige mensen is een openbare fontein soms een van de weinige oplossingen om toegang te hebben tot drinkwater.

Met het oog op diversificatie is VIVAQUA op het idee gekomen om de aangesloten gemeenten een betalende dienst aan te bieden in de vorm van de plaatsing, de huur en het onderhoud van nieuwe openbare fonteinen in de plaats van de gebruikelijke aankoop van dit soort stadsmeubilair.

Momenteel staan er in de verschillende Brusselse gemeenten zesenzeventig fonteinen.

Sommige daarvan zijn eigendom van de gemeenten, andere worden beheerd door Brussel Leefmilieu.

In het kader van de beweging "Blue Community" en gezien het feit dat veel van deze

installaties zich in erbarmelijke staat bevonden door een gebrek aan onderhoud wilde VIVAQUA een uitgebreide dienst aanbieden om iedereen toegang te geven tot kwaliteitsvol drinkbaar water op het grondgebied van de partnergemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Daartoe omvat een “all in”-dienstenaanbod de centralisatie van de aankoop van drinkwaterfonteinen, de installatie van die drinkwaterfonteinen, het regelmatige onderhoud ervan, de ontsmetting en de zekerheid dat de installaties die als een goede huisvader worden gebruikt daadwerkelijk werken alsook de reparatie en de vervanging van installaties die het slachtoffer zouden worden van vandalisme of een ongeval.

Een minimumaantal van 70 fonteinen maakt het mogelijk om een kostprijs aan te bieden die aanvaardbaar lijkt voor de gemeentelijke begrotingen.

Elke gemeente werd daarom bevestigd en de gemeente Etterbeek heeft laten weten 15 fonteinen te willen installeren op haar grondgebied.

In totaal hebben de bevestigde gemeenten 78 fonteinen gevraagd, wat overeenkomt met het minimale break-even-point om de dienst tegen een voordelige kostprijs te kunnen aanbieden aan de gemeenten.

Tijdens de volgende fase zullen de gemeenten de locatie van de drinkwaterfonteinen moeten kiezen. Daarbij moet de afstand tussen de fontein en de leiding tussen 5 en maximaal 15 meter bedragen om een goede waterkwaliteit te garanderen.

Het Gewest zou een subsidie voor de gemeenten kunnen overwegen om de plaatsing van deze fonteinen aan te moedigen, waardoor de kosten van de eerste installatie althans gedeeltelijk zouden kunnen worden gedragen en de kosten voor de gemeenten zouden dalen.

Er zal één enkel model worden aangeboden om het onderhoud te vergemakkelijken.

In deze optimale omstandigheden zou het jaarlijks forfaitair gefactureerde bedrag per geïnstalleerde fontein tussen 3600 euro en 4000 euro per jaar liggen, gewestelijke subsidies niet inbegrepen.

De raad hoort de interpellatie.

29.03.2021/A/0018 **Interpellation de Gisèle MANDAILA à l’occasion des 80 ans du Capitaine Haddock et de l’organisation d’une exposition consacrée à Hergé et à son héros ‘Tintin’.**

La période de confinement a mis à mal la culture. Etterbeek n’a pas été épargné. Or, on sait que la culture contribue de manière substantielle et indispensable à la création et au maintien du lien social. Elle est également synonyme d’évasion, de rêve. Elle entretient l’imaginaire des personnes.

La crise nous montre à quel point les réseaux sociaux sont omniprésents dans nos vies.

Elle nous montre aussi à quel point les gens ont besoin de contenus culturels, à travers YouTube ou encore Netflix par exemple. La grande chance que nous avons d'avoir accès à ces contenus en ligne et de manière immédiate, ne devrait pas non plus nous faire oublier la nécessité de « retourner vers » et de « réinvestir » ensemble les lieux culturels, lorsque ce sera de nouveau possible. Car la culture émerge aussi du collectif et de la nécessité d'être ensemble pour se divertir, pour apprendre, comprendre, débattre et exercer son esprit critique.

Dans la perspective de retour des habitants de notre commune vers les lieux culturels après la période COVID, le groupe DÉFI saisit l'occasion des 80 ans du capitaine Haddock pour proposer l'organisation et la tenue d'une exposition didactique et ludique sur Tintin sur le territoire d'Etterbeek en associant tous les acteurs susceptibles d'être intéressés tels que le Centre culturel le Senghor, la Bibliothèque Hergé et ce, en partenariat avec la Société Moulinsart.

L'œuvre de Tintin est connue de tous et elle s'inscrit depuis longtemps dans l'imaginaire collectif. Tout le monde connaît Tintin, que l'on soit plus jeune ou plus âgé et l'œuvre d'Hergé continue à se perpétuer de générations en générations. En revanche, peu des gens savent qu'Hergé est né et a vécu à Etterbeek. En mai 2019, On inaugurerait la nouvelle place Hergé au croisement des rues de Theux, Ernest Havaux, Général Capiaumont et De Haerne. Il nous semble donc intéressant qu'à l'occasion des 80 ans du capitaine Haddock, notre commune soit en avant plan pour faire connaître ou rappeler l'œuvre de Georges Rémi (alias Hergé). Et de poursuivre le projet qui va permettre à tout ce quartier de porter les noms des personnages de l'univers de Tintin.

L'objectif poursuivi dans le cadre de cette exposition est double :

- mettre un point d'honneur à la culture dans sa dimension transversale
- permettre aux écoles de bénéficier d'un accès à la culture/à des œuvres culturelles en ces temps difficiles liés au 'Covid'.

Une exposition qui privilégie d'abord et avant tout le plaisir de la culture (ici d'un grand classique de la BD) mais qui amènera probablement aussi un certain nombre de questions de la part des élèves au sujet de l'œuvre en général (on se rappelle Tintin au Congo par exemple).

Le fait de privilégier le public scolaire fait écho au Parcours d'Éducation culturelle et artistique (PECA) mis en place dans les écoles de la fédération Wallonie-Bruxelles depuis le mois de septembre 2020 (du moins en maternelle) et s'inscrit dans le premier axe stratégique du Pacte pour un Enseignement d'Excellence qui entend donner à tous les élèves, depuis l'entrée en maternelle, jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, un accès égal à la Culture et à l'Art, à travers leurs différents modes d'expression. En septembre 2021, il touchera le début de l'enseignement primaire. Il s'étendra progressivement pour concerner l'entièreté du tronc commun en 2030-31

A vu de ce qui précède mes questions sont les suivantes :

1. Quelles actions prévues par le collège pour fêter les 80 ans du capitaine Haddock ? si projet il y a, le Collège serait-il prêt à intégrer la proposition de groupe Défi dans ses projets ? dans le cas où aucun projet n'est prévu, le Collège serait-il prêt à faire sien cette proposition ?
2. Où en est-on avec le projet d'attribution des noms des personnages de tintin dans

le quartier aux alentours de la place Hergé.

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Gisèle MANDAÏLA ter gelegenheid van de 80ste verjaardag van Kapitein Haddock en de organisatie van een tentoonstelling gewijd aan Hergé en zijn held 'Kuifje'

De lockdownperiode heeft haar tol geëist voor de cultuur. Etterbeek werd niet gespaard. We weten dat cultuur een belangrijke en onmisbare bijdrage levert tot het ontstaan en de instandhouding van sociale banden. Cultuur staat ook synoniem met ontsnappen en dromen. Ze voedt de verbeelding van de mensen.

De crisis toont ons hoe alomtegenwoordig sociale media zijn in ons leven. Ze laat ons ook zien hoezeer mensen behoefte hebben aan culturele inhoud, bijvoorbeeld via YouTube of Netflix. Wij hebben veel geluk dat die inhoud online en onmiddellijk toegankelijk is, maar dat mag ons niet doen vergeten dat het noodzakelijk is om samen naar culturele plaatsen "terug te keren" en er samen "opnieuw in te investeren" wanneer dat weer mogelijk is. Want cultuur komt ook voort uit het collectief en uit de behoefte om samen plezier te hebben, te leren, te begrijpen, te debatteren en kritisch te denken.

In het vooruitzicht van de terugkeer van de inwoners van onze gemeente naar de culturele plaatsen na de Covid-19-periode, grijpt de fractie DÉFI de tachtigste verjaardag van kapitein Haddock aan om een didactische en ludieke tentoonstelling over Kuifje te organiseren en te houden op het grondgebied van Etterbeek en daarbij alle partners te betrekken die hiervoor interesse zouden hebben, zoals het cultureel centrum Le Senghor, de Franstalige bibliotheek Hergé, en dat in samenwerking met de vennootschap Moulinsart. Iedereen kent het werk van Kuifje en het maakt al lang deel uit van de collectieve verbeelding. Iedereen kent Kuifje, jong en oud, en het werk van Hergé wordt nog steeds van generatie op generatie doorgegeven. Weenigen weten echter dat Hergé in Etterbeek is geboren en er gewoond heeft. In mei 2019 werd het nieuwe Hergéplein ingehuldigd op het kruispunt van de de Theuxstraat, de Ernest Havauxstraat, de Generaal Capiaumontstraat en de de Haernestraat. Het lijkt ons interessant dat onze gemeente ter gelegenheid van de tachtigste verjaardag van kapitein Haddock op de voorgrond treedt om het werk van Georges Rémi (alias Hergé) bekend te maken of in herinnering te brengen. En om het project voort te zetten waarmee we deze volledige wijk namen kunnen geven van personages uit de wereld van Kuifje.

De tentoonstelling streeft twee doelstellingen na:

- de cultuur in haar transversale dimensie een ereplaats geven
- scholen toegang bieden tot cultuur/culturele werken in deze moeilijke tijden van Covid-19.

Een tentoonstelling die in de eerste plaats aandacht schenkt aan het plezier van de cultuur (in dit geval een grote stripklassieker), maar die waarschijnlijk ook zal leiden tot een aantal vragen van leerlingen over het werk in het algemeen (we herinneren ons Kuifje in Congo bijvoorbeeld).

Het feit dat we de nadruk leggen op de scholen sluit aan bij het traject voor culturele en artistieke vorming (PECA) dat sinds september 2020 werd ontwikkeld in de scholen van de

Federatie Wallonië-Brussel (althans in de kleuterklas) en sluit aan bij de eerste strategische as van het pact voor uitmuntend onderwijs (Pacte pour un Enseignement d'Excellence), dat tot doel heeft alle leerlingen, vanaf het begin van de kleuterklas tot het einde van de leerplicht, gelijke toegang te geven tot cultuur en kunst, via hun verschillende uitdrukkingswijzen. In september 2021 zal het worden toegepast op het begin van het basisonderwijs. Het zal geleidelijk aan worden uitgebreid tot het volledige gemeenschappelijke basisprogramma in 2030-31.

In het licht van het voorgaande zijn mijn vragen de volgende:

1. Welke acties plant het college om de tachtigste verjaardag van kapitein Haddock te vieren? Als er een project is, zou het college dan bereid zijn om het voorstel van de fractie DéFI in zijn projecten te integreren? Als er geen project is gepland, zou het college dan bereid zijn om dit voorstel over te nemen?
2. Hoe staat het met het project om namen van Kuifjefpersonages te geven aan straten in de wijk rond het Hergéplein?

De raad hoort de interpellatie.

Réponse de Madame Ilham Al Majdoub - collaboratrice politique de Madame Colette Njomgang-Fonkeu:

Hergé, de son vrai nom Georges Prosper Remi est un personnage emblématique d'Etterbeek. Il y est né et y a passé une grande partie de sa vie. Notamment au 34 rue de Theux à Etterbeek où ses parents ont fait l'acquisition d'une maison.

Hergé est l'un des premiers auteurs francophones à reprendre le style américain de la bande dessinée à bulles. Il est principalement connu pour Les Aventures de Tintin, l'une des bandes dessinées européennes les plus populaires dans le monde au XXe siècle. Les Aventures de Tintin vont débiter le 10 janvier 1929 dans un supplément du journal destiné à la jeunesse, Le Petit Vingtième.

Hergé étant un personnage emblématique d'Etterbeek, le collège a déjà initié des activités en lien avec « Les Aventures de Tintin » et leur auteur.

En effet, en mai 2019, la commune a organisé une inauguration du buste d'Hergé qui a été placé sur le trottoir entre les rues Capiaumont et Havaux et une plaquette y a été apposée.

Une centaine d'élèves etterbeekois de 1ère et 2ème secondaire y ont été conviés et ont participé à une conférence sur la bande dessinée et l'œuvre d'Hergé au Senghor.

Enfin, une séance de dédicace de Dominique Maricq a été organisée à la bibliothèque Hergé.

Dans la continuité de cette journée autour d'Hergé et de Tintin, le quartier « Theux » a été renommé de manière informelle en « quartier Hergé ». Et certaines rues ont changé de noms afin de se voir attribuer ceux de certains personnages de la bande dessinée emblématique.

Cette année 2021, marquera les 80 ans de la première apparition d'un des personnages emblématiques des Aventures de Tintin. Il s'agit du Capitaine Haddock, apparu pour la

première fois le 9 janvier 1941.

Nous avons déjà marqué notre intérêt et notre volonté de mettre en avant un personnage comme celui d'Hergé et nous estimons qu'il est important de marquer cette année anniversaire d'un des emblématiques personnages de la bande dessinée. Cependant, la situation sanitaire que nous traversons depuis plus d'un an aujourd'hui, a fortement impacté le monde culturel. Il n'a pas été possible d'organiser, à ce jour, un évènement pour les 80 ans du Capitaine Haddock.

Nous rejoignons bien évidemment l'idée que la culture est un vecteur de lien social, d'épanouissement et de bien-être.

Nous soulignons que l'année n'est pas encore finie, et nous restons ouverts à la proposition du groupe Défi d'organiser des activités à destination du public scolaire.

29.03.2021/A/0019 **Interpellation de madame Emeline Houyoux relative à l'avis donné par le Collège des Bourgmestre et Échevins dans le cadre de l'avant-projet d'ordonnance de stationnement.**

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Notre commune a été consultée dans le cadre de l'avant-projet d'ordonnance de stationnement modifiant, sur de nombreux aspects, l'ordonnance du 22 *janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale*. À l'instar des 18 autres communes bruxelloises, vous aviez jusqu'au 10 mars pour rendre un avis sur ledit projet d'ordonnance modificatif.

De nombreux Bourgmestres se sont exprimés dans la presse afin de signaler leur mécontentement quant à l'avant-projet d'ordonnance. Brulocalis, l'organe de défense des intérêts communaux, a rendu un premier avis globalement défavorable.

Nous ne remettons pas en cause la nécessité de travailler à une meilleure mobilité partagée à Bruxelles mais notre groupe est lui aussi très inquiet quant aux modifications proposées. En effet, à la lecture de l'avant-projet d'ordonnance, les communes auront de moins en moins de leviers en matière de politique de stationnement et ce pour deux raisons. Premièrement, beaucoup d'habilitations sont laissées au Gouvernement dont la définition des tarifs-horaires et des tarifs des cartes de stationnement en modulant les prix selon les caractéristiques techniques et environnementales des véhicules et la situation économique du ménage. Il y a donc un véritable risque de faire peser un poids fiscal supplémentaire sur les épaules de la classe moyenne. Deuxièmement, le cœur de cet avant-projet d'ordonnance concerne l'implémentation de zones grises et la tarification du stationnement aux alentours des « parkings publics » et ce avec l'imposition de tarifs élevés à proximité de ces derniers et dont le périmètre serait défini uniquement par le gouvernement. Nous craignons entre autres que cela favorise les grands centres commerciaux au détriment des petits quartiers de commerces locaux.

Il convient également de rappeler à cet égard que la notion de « parking public » n'est actuellement définie nulle part. Si nous pouvons tout à fait soutenir le principe du déplacement de places hors voiries pour une meilleure qualité de vie, de l'air, le report de certaines places supprimées vers des zones identifiées hors voiries, l'équilibre qui était garanti de la sorte, a quant à lui tout simplement disparu. À ce rythme, la Région irait vers une diminution de 30% des places de parking à l'horizon 2030, sans vision globale des besoins quartier par quartier puisqu'il n'existe pas de cadastre récent. Les habitants des quartiers mal servis en matière de parking privatif et ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir cette solution se verront discriminés par les nouvelles zones grises au tarif plus élevé.

En outre, le projet d'ordonnance prévoit la suppression des plans d'actions communaux de stationnement (PACS) tout en renforçant d'un autre côté le caractère contraignant du plan régional de stationnement et ce, en mettant en place des sanctions totalement disproportionnées allant jusqu'à la retenue dans le reversement des redevances de stationnement. Pour nous, c'est tout simplement inacceptable, cette ordonnance contrevient à l'autonomie communale.

Sur le plan économique et social, aucune réflexion n'a été menée pour préserver les quartiers commerçants, les petits indépendants et l'activité économique déjà durement touchée par la crise du Covid-19. Il n'est pas non plus tenu compte des difficultés que pourront subir les personnes âgées ou les personnes à mobilité réduite.

Enfin, la suppression des PACS permettra à la Région de passer outre toute enquête publique. Pour nous, il est fondamental que la Région continue à fonder sa politique sur la base de l'expertise des acteurs de terrain qui connaissent les différents besoins quartier par quartier. Ces acteurs de terrain sont les Bourgmestres, les élus locaux, les Échevins de la vie économique, etc. À l'heure où la modernisation de la démocratie est de plus en plus mise à l'honneur par la mise en place de procédures de consultation et de participation citoyenne, il serait incompréhensible de ne pas soumettre un tel projet à l'avis des habitants et des riverains.

Sur base de ces éléments, j'en viens donc à mes questions :

- Quel est l'avis rendu par le Collège quant à l'avant-projet d'ordonnance ? Quelle est la vision du Collège quant aux nouvelles habilitations du Gouvernement en matière de politique de stationnement ?
- Quelle est la position du Collège relative à la tarification modulable des cartes de stationnement en fonction des caractéristiques environnementales du véhicule d'une part et des revenus du ménage d'autre part ?
- Comment la commune compte-t-elle répondre aux futures exigences du Plan régional de politiquement de stationnement si elle ne doit plus élaborer un plan d'action communal de stationnement ?
- Pour le surplus, pouvez-vous m'indiquer le nombre de places supprimées en voirie depuis 2009 dans notre commune ? Est-ce que ces places ont été compensées comme le prévoit l'ordonnance de stationnement ? Si non, pourquoi ?
- Pour de nombreux quartiers dans notre commune, une concertation des riverains et des commerçants avant de prendre une décision en la matière s'inscrirait dans une politique de bonne gouvernance et de participation. Cette dernière a-t-elle eu lieu ?

Interpellatie van mevrouw Emeline Houyoux naar aanleiding van de oproeping gedaan door het college van burgemeester en schepenen in het kader van het voorontwerp van parkeerverordening.

Mijnheer de voorzitter,
Beste collega's,

Onze gemeente werd geraadpleegd in het kader van het voorontwerp van de parkeerordonnantie die bepaalde aspecten wijzigt van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap. Net zoals de achttien andere Brusselse gemeenten had u tot 10 maart tijd om een advies te geven over de ontwerpordonnantie.

Veel burgemeester hebben in de pers hun ongenoegen geuit over het voorontwerp van de ordonnantie. Brulocalis, dat de belangen van de gemeenten verdedigt, heeft een eerste advies gegeven dat globaal gezien ongunstig is.

Wij twijfelen niet aan de noodzaak om te werken aan een betere gedeelde mobiliteit in Brussel, maar onze fractie is ook zeer bezorgd over de voorgestelde wijzigingen. Bij het lezen van het voorontwerp van de ordonnantie stellen wij vast dat de gemeenten steeds minder greep zullen hebben op het parkeerbeleid en wel om twee redenen. In de eerste plaats wordt een groot aantal bevoegdheden aan de regering overgelaten, waaronder de vaststelling van de uurtarieven en de tarieven van de parkeerkaarten door de prijzen te differentiëren in functie van de technische en milieukeurmerken van de voertuigen en de economische situatie van het gezin. Er bestaat dus een reëel gevaar dat er een extra belastingdruk op de schouders van de middenklasse wordt gelegd. Ten tweede heeft de kern van dit voorontwerp van de ordonnantie betrekking op de invoering van grijze zones en parkeertarieven in de buurt van openbare parkings, met de heffing van hogere tarieven in de buurt van die openbare parkings, waarvan de perimeter uitsluitend door de regering zou worden bepaald. Een van onze zorgen is dat dit grote winkelcentra zou bevoordelen ten koste van kleine lokale handelskernen.

In dit verband moeten wij ook herhalen dat de term “openbare parking” momenteel nergens is gedefinieerd. Hoewel wij het volledig eens zijn met het principe om parkeerplaatsen buiten de openbare weg te verplaatsen met het oog op een betere levenskwaliteit en luchtkwaliteit, is het evenwicht dat op deze manier werd gewaarborgd, door geschrapte plaatsen te verschuiven naar zones buiten de openbare weg, gewoon verdwenen. Aan dit tempo zou het Gewest afstevenen op een vermindering van het aantal parkeerplaatsen met 30% tegen 2030, zonder dat er een globale visie bestaat op de behoeften van elke wijk, aangezien er geen recent kadaster bestaat. Bewoners van wijken waar weinig privéparkeergelegenheid is en bewoners die zich die oplossing niet kunnen veroorloven, zullen worden gediscrimineerd door de nieuwe grijze zones met hogere tarieven.

Bovendien voorziet de ontwerpordonnantie ook dat de gemeentelijke parkeeractieplannen (GPAP) worden afgeschaft terwijl anderzijds het gewestelijke parkeerplan bindender wordt de invoering van volstrekt disproportionele sancties, waaronder het inhouden van parkeerretributies. Dit is voor ons eenvoudigweg onaanvaardbaar, aangezien deze ordonnantie indruist tegen de gemeentelijke autonomie.

Op economisch en sociaal vlak is er niet nagedacht over manieren om handelswijken,

kleine zelfstandigen en de economische activiteit die reeds zwaar getroffen wordt door de Covid-19-crisis te vrijwaren. Er is ook geen rekening gehouden met de moeilijkheden die ouderen of personen met beperkte mobiliteit kunnen ondervinden.

Ten slotte zal het Gewest dankzij de afschaffing van het GPAP ook openbare onderzoeken kunnen omzeilen. Voor ons is het van fundamenteel belang dat het Gewest zijn beleid blijft baseren op de deskundigheid van de actoren op het terrein die de verschillende behoeften van elke wijk kennen. Die actoren op het terrein zijn de burgemeesters, de gemeenteraadsleden, de schepenen van het economische leven, enzovoort. In een tijd waarin de modernisering van de democratie steeds meer wordt bevorderd door de invoering van procedures voor raadpleging en inspraak van de burgers, zou het onbegrijpelijk zijn een dergelijk ontwerp niet voor te leggen aan inwoners en buurtbewoners.

Op basis van die elementen wil ik de volgende vragen stellen:

- Welk advies heeft het college gegeven over het voorontwerp van de ordonnantie? Wat is de visie van het college in verband met de nieuwe bevoegdheden van de regering op het vlak van het parkeerbeleid?
- Wat is het standpunt van de gemeente over de modulaire tarifiering van de parkeerkaarten in functie van de milieukeurmerken van het voertuig enerzijds en het inkomen van het gezin anderzijds?
- Hoe denkt de gemeente te beantwoorden aan de toekomstige eisen van het Gewestelijke Parkeerbeleidsplan als zij niet langer een gemeentelijk parkeerbeleidsplan moet opstellen?
- Kunt u mij bovendien zeggen hoeveel parkeerplaatsen op de openbare weg geschrapt werden in onze gemeente sinds 2009? Werden die plaatsen gecompenseerd zoals de parkeerordonnantie dat voorziet? Zo niet, waarom?
- Voor veel wijken in onze gemeente maakt een raadpleging van de buurtbewoners en de handelaars alvorens een beslissing wordt genomen deel uit van het participatiebeleid en een goed bestuur. Heeft die raadpleging plaatsgevonden?

De raad hoort de interpellatie.

Comme suite à l'interpellation de Mme Houyoux, vous trouverez ci-dessous les réponses que nous pouvons apporter aux différentes questions posées :

**1. Quel est l'avis rendu par le Collège quant à l'avant-projet d'ordonnance ?
Quelle est la vision du Collège quant aux nouvelles habilitations du
Gouvernement en matière de politique de stationnement ?**

L'avis complet remis au gouvernement est joint en annexe. Vous y lirez les inquiétudes du Collège quand aux nombreux points qui relèveraient désormais de la compétence du gouvernement seul. Ce qui signifie que le Gouvernement entend passer outre le Parlement pour légiférer et réduire sensiblement le contrôle du Parlement sur la nouvelle politique de stationnement régionale. Cette volonté constitue un mauvais signal quant à la volonté de concertation du Gouvernement avec les Communes.

2. Quelle est la position du Collège relative à la tarification modulable des cartes de stationnement en fonction des caractéristiques environnementales du véhicule d'une part et des revenus du ménage d'autre part ?

Sur le principe, le Collège y est favorable, mais regrette que la manière dont seront modulés les prix ne soit pas abordée. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors de l'élaboration du PRPS : Comment la Région aura accès aux données privées pour moduler les tarifs en fonction d'indicateurs socio-économiques ? Quid de la confidentialité de certaines des données requises pour l'application d'une telle disposition ? Qui assurera la gestion de ce dispositif ? Ces questions restent sans réponses.

3. Comment la commune compte-t-elle répondre aux futures exigences du Plan régional de politiquement de stationnement si elle ne doit plus élaborer un plan d'action communal de stationnement ?

Le fait que le PACS ne soit plus rendu obligatoire est une réelle avancée et une bouffée d'oxygène pour les communes, tant cet outil était lourd à élaborer et à mettre en œuvre. La commune a toujours préféré les actes concrets, et concertés sur le terrain, plutôt que l'élaboration de grands plans parfois déconnectés des réalités. En terme de stationnement payant, les seuls outils qui comptent réellement, ce sont le règlement-redevance et l'organisation du contrôle. En terme d'infrastructures, la Commune a une longueur d'avance dans à peu près tous les domaines : par exemple, nous plaçons 150 nouveaux arceaux vélos chaque année, y compris en voirie régionale puisque la Région fait souvent défaut.

La politique régionale de réduction volontariste du nombre de places de parking ne fait pas partie de la Note d'Orientation Politique (NOP) mais ce n'est pas une position conservatrice en matière de mobilité : La priorité reste d'assurer des cheminements sûrs et confortables pour les piétons et les cyclistes, des temps de trajets performants aux transports publics, et des espaces publics de qualité. Pour rencontrer ces objectifs, il arrive que l'on ne puisse pas maintenir la totalité de l'offre de stationnement. Mais au contraire de la Région, ce n'est pas un objectif en soi: la Commune étudie dans le détail tous ses projets d'aménagements en veillant à optimiser l'offre de stationnement dans le respect du principe STOP inscrit dans la NOP.

Cet objectif est toutefois de plus en plus difficile à maintenir :

- D'une part parce que URBAN, l'administration régionale chargée de délivrer les permis d'urbanisme pour les aménagements de voirie, cherche à imposer par divers moyens des réductions importantes de l'offre de stationnement, parfois au-delà des normes régionales elles-mêmes ;
- D'autre part parce qu'au travers de sa politique de subsidiation, la Région impose de plus en plus ses exigences de suppression de places de parking, comme pour l'installation de parkings vélos sécurisés. La Commune installe des box vélos hors stationnement sur fonds propres pour éviter de supprimer du parking;

4. Pour le surplus, pouvez-vous m'indiquer le nombre de places supprimées en

voirie depuis 2009 dans notre commune ? Est-ce que ces places ont été compensées comme le prévoit l'ordonnance de stationnement ? Si non, pourquoi ?

Nous ne tenons pas un registre constant de l'offre de stationnement, et une des raisons d'être du projet d'ordonnance est de donner à l'Agence Régionale du Stationnement les moyens de tenir une mise à jour régulière de cette offre. Les dernières données globales dont nous disposons montrent que la situation évolue peu à Etterbeek : En 2005, l'offre globale était de 11478 unités, et en 2013, elle était de 11.420 unités, mais on est dans une marge d'erreur vu que les modalités de comptages ne sont pas toujours cohérentes et réalistes. Par ailleurs, Ces chiffres ne tiennent pas compte des places illégales qui « disparaissent », puisque ces « places » ne faisaient pas partie de l'offre initiale du fait de leur illégalité.

Des compensations ont lieu :

- Si possible en voirie, comme sur la petite chaussée de Wavre, que la Commune a mise à sens unique pour placer du stationnement bilatéral qui a permis de compenser les pertes de stationnement rue de l'Etang. Ou encore place Saint-Antoine, avec l'augmentation de l'offre autour de l'église pour compenser les pertes concédées en haut de l'avenue Jules Malou. Sans citer la place du Roi Vainqueur et l'avenue Hansen-Soulie
- La construction des 2 parkings Jourdan, et du parking du nouveau CA sont des solutions coûteuses, mais mises en œuvre.
- Le park-sharing est fortement soutenu : à l'Arsenal, aux 2 Delhaize St-Antoine et Grande haie, au Court Saint-Michel, pour n'en citer que quelques-uns.

La question des compensations fait l'objet d'intenses débats : les riverains s'attendent logiquement à ce que les compensations annoncées soient utilisables par eux, mais légalement, ce n'est pas nécessairement le cas : les parkings de dissuasions construits à l'autre bout de la Région par exemple, peuvent être comptabilisés comme « compensation » pour des places supprimées à Etterbeek.

5. Pour de nombreux quartiers dans notre commune, une concertation des riverains et des commerçants avant de prendre une décision en la matière s'inscrirait dans une politique de bonne gouvernance et de participation. Cette dernière a-t-elle eu lieu ?

Elle a lieu dans le cadre des principaux projets d'aménagement soumis à permis d'urbanisme. Le Plan Régional de Politique de stationnement a été soumis à l'enquête publique et a fait l'objet d'intenses débats. En ce qui concerne la Commune, il y a eu de nombreuses concertations lors de la mise en œuvre du stationnement payant, mais ce n'est pas nécessairement le cas pour chaque petite évolution.

En ce qui concerne l'actuel projet d'Ordonnance, les délais laissés aux communes pour remettre un avis n'ont pas permis en temps opportun d'organiser une large concertation.

29.03.2021/A/0020 **Interpellation de Monsieur du Bus : demande de création d'un GT, liée à la situation actuelle du Covid face à la définition de la future NOP 2022-2024.**

Monsieur Le Bourgmestre,

La Note d'Orientation Politique 2019-2021 arrive à échéance cette année. Ce document, soumis en début de législature, au conseil communal, avait fait l'objet d'une approbation par tous les groupes politiques représentés au sein du conseil, majorité comme opposition. C'est donc dire aussi qu'en tant que groupe de l'opposition, nous estimions que ce document reflétait une série importante de préoccupations et de solutions amplement partagées.

Nous arrivons dans la dernière année de mise en œuvre des axes de ce document et ce serait faire injure à la majorité que, de l'opposition, demander des comptes sur la bonne exécution de cette note, tant l'ampleur de la crise a constitué un facteur profondément pour ne pas dire structurellement perturbant, empêchant/retardant la bonne exécution de plusieurs projets.

Nous savons par ailleurs que cette crise n'a pas empêché non plus la majorité de mener à bien certains d'entre eux. Nous pensons évidemment à la conduite du transfert de la maison communale qui nous voit aujourd'hui siéger dans ce nouvel espace de la démocratie etterbeekoise.

Toujours est-il que cette crise touche chacun d'entre nous. Nous nous sentons tous concernés, non seulement par les effets de cette crise, mais, en tant qu'acteurs politiques, par la définition des axes de solution permettant de répondre aux demandes de la population. A côté des dégâts économiques évidents pour de nombreux commerçants et indépendants relevant des secteurs les plus touchés, nous pensons aussi que le lien social se voit mis à mal. De plus les dynamiques de cohésion sociale et de participation, tant vantées au sein de la NOP se trouvent profondément perturbées.

Cette situation nous amène à plaider pour effectuer un travail collectif, associant toutes les forces de ce conseil communal, majorité comme opposition, pour établir une analyse de la situation actuelle, en définir des critères d'analyse, et identifier une série de priorités qui vous permettront de structurer votre nouvelle NOP 2022-2024.

Notre demande est donc de mettre rapidement sur pied un groupe de travail au sein duquel seront représentés tous les groupes politiques, et chargé d'établir cette analyse de la situation actuelle.

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Mijnheer du Bus : vraag voor de oprichting van een werkgroep in verband met de huidige Covid-19-situatie met het oog op de toekomstige politieke oriëntatienota 2022-2024

Mijnheer de burgemeester,

De politieke oriëntatienota 2019-2021 loopt dit jaar ten einde. Dat document, dat aan het begin van de legislatuur werd voorgelegd aan de gemeenteraad, werd goedgekeurd door alle politieke fracties die zijn vertegenwoordigd in de raad, zowel de meerderheid als de oppositie. Dat betekent ook dat wij, als fractie uit de oppositie, van mening waren dat dit document een aantal belangrijke bekommernissen en oplossingen weerspiegelde die wij delen.

Wij zijn aanbeland in het laatste jaar van uitvoering van de hoofdlijnen van deze nota en het zou een belediging voor de meerderheid zijn als wij vanuit de oppositie een verantwoording van de goede uitvoering van deze nota zouden verlangen, aangezien de crisis zo omvangrijk is en een diepgaande, zo niet structureel ontwrichtende factor is geweest, die de goede uitvoering van verschillende projecten heeft verhinderd/vertraagd.

Wij weten ook dat de crisis de meerderheid er niet van heeft weerhouden om een aantal van deze projecten toch tot een goed einde te brengen. Wij denken uiteraard aan de verhuis van het gemeentehuis, waardoor wij vandaag in deze nieuwe ruimte van de Etterbeekse democratie zitten.

Feit blijft dat deze crisis ons allemaal treft. Wij zijn allemaal bezorgd, niet alleen over de gevolgen van deze crisis, maar ook, als politieke actoren, over de mogelijke oplossingen waarmee wij kunnen beantwoorden aan de vragen van de bevolking. Behalve de duidelijke economische schade voor vele handelaren en zelfstandigen in de zwaarst getroffen sectoren, denken wij dat ook de sociale band is beschadigd. Bovendien is de dynamiek van sociale cohesie en participatie, die in de politieke oriëntatienota zo werd opgehemeld, grondig verstoord.

Deze situatie brengt ons ertoe te pleiten voor een collectief werk, waarbij alle krachten van deze gemeenteraad, zowel de meerderheid als de oppositie, worden betrokken, om een analyse te maken van de huidige situatie, criteria voor de analyse te definiëren en een aantal prioriteiten vast te stellen die u in staat zullen stellen om uw nieuwe politieke oriëntatienota 2022-2024 te structureren.

Onze vraag is dan ook om snel een werkgroep op te richten waarin alle fracties vertegenwoordigd zijn en die de taak heeft om een analyse te maken van de huidige situatie.

De raad hoort de interpellatie.

29.03.2021/A/0021 **Interpellation de Madame Louise-Marie Bataille sur l'instauration de toilettes publiques**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Echevin.e.s,

Avec la fermeture des bars et restaurants en raison de la crise sanitaire, le nombre de toilettes accessibles a chuté drastiquement avec des conséquences loin d'être anodines pour les sans-abris, les chauffeurs-livreurs, les personnes âgées, les travailleurs en extérieur, les femmes, les enfants, les personnes malades, ...

La crise que nous traversons ne fait qu'exacerber ce problème qui peut être source de situations très compliquées, tout spécialement pour les femmes.

Cette absence de toilettes accessibles est un problème de santé publique qui peut avoir des conséquences médicales pour de nombreuses personnes.

Le problème de l'accès à des sanitaires publics n'est pas nouveau, mais avec le confinement et la fermeture de l'horeca, il y a une prise de conscience généralisée et il est grand temps de la traduire dans des faits concrets.

En ce sens, nous avons les questions suivantes :

- Un cadastre des toilettes publiques sur la commune existe-t-il ? Il peut s'agir de toilettes publiques mais également de toilettes se trouvant dans des bâtiments publics ou offrant un service au public comme une administration communale, une bibliothèque, un centre de sports, un centre culturel, un parc...
- Envisagez-vous, à l'instar de la ville de Bruxelles, de sensibiliser le secteur de l'horeca et les services au public à rendre possible, même à ceux qui ne sont pas clients ou usagers, l'accès à leurs toilettes, par exemple, en octroyant un label de type « Toilettes accueillantes » et une prime pour l'entretien ?
- Envisagez-vous d'instaurer des toilettes publiques et, pour en réduire les coûts, de créer un partenariat public-privé avec JC Decaux par exemple, et/ou avec la Région ?

Le point est reporté au Conseil Communal du 03.05.2021

Interpellatie van Louise-Marie Bataille over de opening van openbare toiletten

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen,

Door de sluiting van bars en restaurants als gevolg van de gezondheidscrisis is het aantal toegankelijke toiletten drastisch gedaald, met verre van onschuldige gevolgen voor daklozen, chauffeurs-bezorgers, senioren, mensen die buiten werken, vrouwen, kinderen, zieken, enzovoort.

De crisis die we doormaken verergert dit probleem alleen maar, wat tot zeer ingewikkelde situaties kan leiden, vooral voor vrouwen.

Het gebrek aan toegankelijke toiletten is een volksgezondheidsprobleem dat voor veel mensen medische gevolgen kan hebben.

Het probleem van de toegang tot openbare toiletten is niet nieuw, maar door de lockdown en de sluiting van de horeca is er een algemeen bewustzijn ontstaan en het is hoog tijd dat dit wordt omgezet in concrete feiten.

In die zin heb ik de volgende vragen:

- Bestaat er een inventaris van de openbare toiletten in de gemeente? Het kan gaan

over openbare toiletten, maar ook over toiletten die zich in openbare gebouwen bevinden of in gebouwen die een dienst aanbieden aan het publiek zoals een gemeentebestuur, een bibliotheek, een sportcentrum, een cultureel centrum, een park...

- Overweegt u om, net zoals Brussel-Stad, de horecasector en de openbare diensten te sensibiliseren om hun toiletten toegankelijk te maken, ook voor personen die geen klant of gebruiker zijn, bijvoorbeeld door een label toe te kennen zoals “Gastvrije toiletten” en een premie voor het onderhoud?
- Overweegt u om openbare toiletten te openen en, om de kosten daarvan te drukken, een publiek-privaat partnerschap op touw te zetten met bijvoorbeeld JC Decaux en/of met het Gewest?

Het punt wordt verdaagd naar de Gemeenteraad van 03.05.2021

Levée de la séance à 22:15
Opheffing van de zitting om 22:15

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. gemeentesecretaris,

L'Échevin(e)-Président(e),
De schepen-voorzitter,

Annick Petit

Vincent De Wolf